

Die Bologna-Reform und die Bachelorstudiengänge in Soziologie

La réforme de Bologne et les programmes de Baccalauréat en sociologie

Schweizerische Gesellschaft für
Société suisse de **so**ziologie
Swiss Sociological Association

Inhalt

Editorial (Christian Suter et Claudine Burton-Jeangros)	1
Die Bologna-Reform und die Bachelorstudiengänge in Soziologie / La réforme de Bologne et les programmes de Baccalauréat en sociologie	2
– Introduction (Claudine Burton-Jeangros et Christian Suter)	2
– Die universitären Bachelorstudiengänge in Soziologie / Les programmes universitaires de Baccalauréat en sociologie	4
Universität Basel (Urs Stäheli und Andrea Notroff)	4
Universität Bern (Charlotte Müller)	7
Université de Fribourg (Olivier Tschannen)	10
Université de Genève (Sandro Cattacin et Stefano Losa)	12
Université de Lausanne (Dario Spini et Isabelle Genton Schmitt)	14
Universität Luzern (Orlando Budelacci)	17
Université de Neuchâtel (Christian Suter et Gaël Curty)	20
Universität Zürich (Susanne Fischer, Peter-Ulrich Merz-Benz und Marc Szydlík)	23
– Die Bachelor- und Masterstudiengänge aus studentischer Sicht (Vorstand soziologie.ch)	26
– Andere universitäre Bachelorstudiengänge mit starker soziologischer Ausrichtung / Autres Baccalauréats universitaires à forte composante sociologique	31
Universität Fribourg: Soziologie im Rahmen des Studiengangs «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» (Monica Budowski und Sebastian Schief)	31
Universität St.Gallen: Soziologie als Kontextstudium (Thomas S. Eberle)	35
– Zur Methodenausbildung in soziologischen Bachelorprogrammen an Schweizer Universitäten (Thomas S. Eberle)	38
– Soziologie und die Fachhochschulen in der deutschsprachigen Schweiz (Christoph Maeder)	42
– La sociologie dans la Haute école spécialisée de la Suisse Occidentale (Jean-Pierre Tabin et Marianne Modak)	44
– Against Bologna mainstreaming: the Cambridge model (Véronique Mottier)	47

Ab Wintersemester 2006/07 orientieren sich erstmals *sämtliche Soziologiestudiengänge*, die an Schweizer Universitäten für Erstsemestrige angeboten werden, am neuen zweistufigen Studienmodell mit dem Bachelor- und Masterabschluss. Thema dieses SGS Bulletins sind die neuen im Rahmen der sogenannten «Bologna-Reform» eingerichteten *Bachelorstudiengänge*. Auf die Masterprogramme kann im Rahmen dieser Bulletinnummer erst am Rande eingegangen werden, da sie derzeit noch nicht an allen Universitäten vollständig umgesetzt sind.

Dieses SGS Bulletin ist die erste thematische Schwerpunktnummer: Aufgrund der Auflösung der Zusammenarbeit mit den Politologen und nach Beschluss des SGS-Vorstandes wird das Bulletin noch zweimal jährlich, jeweils im Januar und im Oktober, erscheinen. Die Januarnummer enthält die GV-Protokolle, den Jahresbericht des Präsidenten und die Jahresberichte der Forschungskomitees. Die Oktobernummer widmet sich jeweils einem inhaltlichen Schwerpunktthema, das für die SGS und ihre Mitglieder von besonderer Bedeutung und Aktualität ist. Darüber hinaus werden aktuelle Mitteilungen (wie Tagungsankündigungen, Call for Papers, Stellenausschreibungen) neu im periodisch erscheinenden elektronischen SGS-Newsletter per E-mail angekündigt. Mitteilungen, die im Newsletter platziert werden sollen, sind an die beiden RedaktorInnen des Bulletins zu senden.

Gleichzeitig mit dem neuen Publikationskonzept hat ein neues Reaktionsteam (Claudine Burton-Jeangros, Genf und Christian Suter, Neuenburg) die Leitung des Bulletins übernommen. Die Neugestaltung des Bulletins erfordert eine neue Aufteilung zwischen den beiden verantwortlichen RedaktorInnen. Die Zuständigkeit

innerhalb des Redaktionsteams wird nicht mehr nach sprachregionalen (Deutschschweiz/Romanie), sondern nach inhaltlichen Kriterien festgelegt. Mitteilungen, Anregungen, Reaktionen und Beiträge sollen deshalb immer an beide Redaktoren geschickt werden.

Für Planung und Realisierung der thematischen Schwerpunktnummern sind wir auf das Engagement und die Unterstützung der SGS-Mitglieder angewiesen. Dies gilt sowohl für Ideen und Anregungen für kommende Schwerpunktthemen als auch für das Verfassen von Beiträgen zu den jeweiligen Themen. Ein ganz besonderer Dank gilt deshalb an dieser Stelle den Autorinnen und Autoren dieser ersten Schwerpunktnummer, die sich, trotz kurzer Fristen und redaktionellen Vorgaben, bereit fanden, einen Beitrag zum Thema der Bachelorstudiengänge in Soziologie zu verfassen.

Pour les prochains numéros thématiques du bulletin, nous comptons sur l'engagement et le soutien des membres de la SSS. Nous vous invitons donc à nous envoyer vos réactions, mais aussi vos suggestions quant à des thèmes à traiter ou vos contributions pour les prochains numéros thématiques. Par ailleurs, toutes les informations susceptibles d'intéresser les membres de la Société peuvent également nous être adressées pour diffusion à travers la *Newsletter électronique*. Dans cet esprit, nous adressons nos sincères remerciements à tous les auteurs du présent numéro qui, en dépit de délais relativement courts et de contraintes rédactionnelles, ont rendu possible l'élaboration de ce dossier sur l'introduction des baccalauréats en sociologie.

Christian Suter
Claudine Burton-Jeangros

Die Bologna-Reform und die Bachelorstudiengänge in Soziologie / La réforme de Bologne et les programmes de Baccalauréat en sociologie

Introduction

Claudine Burton-Jeangros et Christian Suter

Sous l'impulsion du nouveau bureau de la Société suisse de sociologie, élu en octobre 2005 à St-Gall et présidé par Christoph Maeder, une nouvelle stratégie de communication avec les membres de la Société se met en place. Afin d'accélérer la transmission d'informations ponctuelles (annonces de colloques, appels à contributions, publications, offres d'emploi, etc.), une *newsletter* électronique sera diffusée dès la rentrée universitaire 2006. Par ailleurs, le bulletin continuera d'être publié sous forme papier deux fois par année. Le premier numéro, paru en début d'année civile, contiendra le rapport du président et des comités de recherche. Le second numéro sera thématique et paraîtra à l'automne.

Le numéro thématique de 2006 porte sur la réforme de Bologne et la transformation des études en sociologie dans les universités suisses. Suite à la refonte des plans d'étude imposée par cette réforme, il est utile de faire le point sur les possibilités de formation en sociologie existant actuellement en Suisse. En effet, l'offre tend à se standardiser à différents niveaux (durée des études, système de crédits, évaluation des compétences acquises, ...) ; en même temps des orientations spécifiques – au plan thématique et/ou méthodologique – demeurent, en fonction notamment des différents ancrages facultaires de la sociologie. Ce dossier permet donc de montrer la richesse et la diversité de l'enseignement de notre discipline dans le cadre helvétique.

Sur la base de l'accord signé à Bologne en 1999, les universités européennes ont entrepris de créer un espace européen de l'enseignement

supérieur. La déclaration de Bologne énonce l'importance d'« encourager la mobilité des citoyens, favoriser leur intégration sur le marché du travail européen et promouvoir le développement global de notre continent ». L'ambition affichée est de pouvoir disposer d'un système d'enseignement supérieur qui soit compétitif au niveau mondial. Les éléments centraux de cette réforme sont : l'organisation des études en trois cycles (bachelor ou baccalauréat, master ou maîtrise, doctorat) ; un système de crédits accumulés au cours des études et transférables entre institutions. La durée des cycles est fixée de la manière suivante : 3 ans pour le bachelor, 2 ans pour le master et 3 ans pour le doctorat. Le système européen de transfert et d'accumulation des crédits (ECTS : *European Credit Transfer and accumulation System*) a été introduit dès 1987 en vue de favoriser la mobilité des étudiants entre universités. Les crédits sont attribués en fonction du volume de travail requis par l'étudiant et une année d'étude correspond à 60 crédits ECTS.

La Suisse faisait partie des premiers états signataires en 1999. La réforme est en cours et la majorité des universités helvétiques a déjà adapté ses règlements d'études. Elle s'accompagne de la mise en place ou du renforcement de systèmes d'évaluation de la qualité de l'enseignement, ces éléments étant pris en compte dans les financements fournis par la Confédération. Enfin, les Hautes Ecoles Spécialisées sont également concernées : elles délivrent désormais des titres de bachelor et de master et fonctionnent selon le système de crédits ECTS.

Les réactions à cette réforme ont été et restent diverses. Les milieux économiques y sont globale-

ment favorables : ils y voient un moyen d'améliorer le système de formation, de réduire l'âge à l'entrée sur le marché du travail (considérant qu'une partie des étudiants intégreront le marché du travail dès la fin du bachelor, soit après 3 ans d'études) et de renforcer la mobilité des étudiants.¹ Les milieux étudiants ont en revanche exprimé des réserves et l'Association suisse des étudiants en sociologie a été conviée à s'exprimer dans notre dossier.

Quelles sont les critiques ou craintes habituellement exprimées ? L'intrusion des exigences du marché dans la définition des programmes fait craindre une marchandisation de l'éducation. Par ailleurs, la compétitivité est à double tranchant : si elle peut améliorer la qualité de la formation, elle implique également une concurrence entre programmes, laquelle peut entraver les efforts de collaboration entre institutions et définir des hiérarchies entre des formations de « première » classe et d'autres de second rang. Les nouveaux programmes présentent moins de flexibilité et l'acquisition des connaissances est mesurée de manière plus scolaire que dans les systèmes d'enseignement antérieurs, ce qui peut être le prix à payer pour la standardisation des niveaux. Par ailleurs, la réforme a été imposée par la hiérarchie sans que la base ne soit consultée. A cet égard, les étudiants se sont sentis particulièrement exclus des processus de décision.

Enfin, on demande aux institutions de faire plus avec les mêmes ressources. En effet avec l'équivalence licence-master décidée par la Conférence universitaire suisse (CUS/SUK) en janvier 2006, la réforme implique de fait un allongement des études : désormais ce sont 4 ans et demi à 5 ans d'études qui seront nécessaires pour obtenir un master (pour un total de 270/300 crédits ECTS, 180 pour le Bachelor et 90/120 pour le Master) au lieu des 4 années nécessaires pour obtenir une licence (240 crédits ECTS) dans le système précédent. Cet allongement des études n'a pas été

accompagné de mesures de compensation sur le plan financier.

Du point de vue des étudiants, la réforme est perçue comme problématique quant à l'égalité des chances face aux études ; si le système veut favoriser la mobilité des étudiants, les possibilités restent contraintes par leurs ressources financières. Partir pour 1 ou 2 semestres à l'étranger n'est en effet pas envisageable pour tous. De plus, les programmes actuels rendent plus difficile le fait de concilier ses études avec une activité rémunérée permettant de financer sa formation. Enfin, les étudiants restent sceptiques quant à la possibilité de mobilité entre universités suisses en raison de spécificités locales pouvant empêcher le passage entre programmes. L'accès au niveau du Master est cependant garanti dans les quatre universités romandes à tous les étudiants ayant obtenu un bachelor dans cette discipline.

Les critiques et les craintes ne manquent donc pas. Il faut toutefois souligner que ce processus de Bologne est complexe et s'accompagne d'un certain nombre de difficultés. En même temps, en obligeant les enseignants à repenser les programmes, il peut aussi apporter des changements bienvenus. A ce stade, rappelons que le processus est en cours et que des remaniements et ré-orientations se feront probablement au fil des nouvelles générations d'étudiants.

Le dossier que nous avons constitué présente dans un premier temps les programmes universitaires de « Bachelor en sociologie » : il s'agit des universités de Bâle, Berne, Fribourg, Genève, Lausanne, Lucerne, Neuchâtel et Zürich. Le cas échéant, les contributions de ces 8 universités évoquent également l'offre proposée en termes de Master et le développement d'écoles doctorales. L'Association suisse des étudiants en sociologie, « Sociologie.ch », – qui regroupe les associations d'étudiants en sociologie des universités de Bâle, Berne, Genève et Zürich – s'exprime ensuite sur la réforme de Bologne et leur contribution souligne diverses limites des nouveaux programmes.

1 Andreas Steiner (2004), La réforme de Bologne et l'économie. Disponible sur www.economiesuisse.ch.

Dans un deuxième temps, le dossier présente des bachelors universitaires comprenant une forte composante sociologique. Il s'agit d'une part du bachelor en travail social et politiques sociales de l'Université de Fribourg, d'autre part des bachelors de l'Université de St-Gall qui accordent une place importante à la sociologie dans l'« étude du contexte ». Ceci ne permet pas encore de faire le tour exhaustif de l'enseignement de la sociologie puisque la discipline est enseignée ailleurs, certes de manière plus ponctuelle. On pense notamment à l'ETH de Zürich et à l'EPFL de Lausanne.

La contribution suivante rend compte d'une enquête, en cours, relative à l'enseignement des méthodes dans les programmes de sociologie. Ces résultats préliminaires soulignent la diversité des plans d'études tout en apportant une synthèse d'éléments présentés dans les contributions de chaque université.

Nous nous sommes également intéressés au statut de la sociologie dans le contexte des Hautes Ecoles Spécialisées, qui connaissent actuellement ce passage à la réforme de Bologne. Deux textes – l'un centré sur la Suisse romande, l'autre sur la Suisse allemande – discutent les difficultés et les opportunités rencontrées dans ce cadre.

Si le dossier fait le point de la situation en Suisse, il faudrait encore le compléter par une approche comparative. Comment les universités françaises, allemandes, anglaises font-elles face aux changements ? Ce travail comparatif reste encore à développer. Néanmoins, nous proposons en conclusion une réflexion sur un modèle différent, celui de l'Université de Cambridge qui tant du point de vue de l'enseignement que du cahier des charges des enseignants se situe clairement à contre-courant de la réforme de Bologne.

La constitution de ce dossier a mobilisé un grand nombre de sociologues. Nous les avons sollicités sur la base d'un canevas commun de question, auxquelles ils ont répondu en fonction des particularités locales de leurs programmes. Nous avons ensuite systématisé les présentations sur quelques

aspects, notamment en termes d'adresses et de références (sites internet) permettant de localiser des informations complémentaires ; par ailleurs par simplification, les crédits (ou Kreditpunkte) qui sont évoqués dans les textes sont dans tous les cas des crédits de type ECTS.

Nous terminerons en remerciant très chaleureusement tous les auteurs ayant contribué à établir ce panorama des études en sociologie dans le contexte de la réforme de Bologne.

Claudine.Jeangros@socio.unige.ch

Christian.Suter@unine.ch

Die universitäre Bachelorstudiengänge in Soziologie / Programmes universitaire de Baccalauréat en sociologie

Universität Basel

Urs Stäheli und Andrea Notroff,
Institut für Soziologie

Theoretische, methodische und thematische Orientierung

Die Basler Soziologie verbindet eine differenzierte Ausbildung in soziologischen Theorien mit einer innovativen Methodenausbildung, die sowohl quantitative wie auch qualitative Verfahren umfasst.

– Soziologische Theorie: Die Ausbildung in soziologischer Theorie umfasst sowohl die Geschichte soziologischer Theorie wie auch gegenwärtige soziologische Theorien. Der Schwerpunkt der Basler Theorieausbildung liegt in der differenztheoretischen Soziologie (z.B. Diskurs- und Systemtheorie, dekonstruktive Soziologie). Praktiziert wird eine interdisziplinäre Öffnung der soziologischen Theoriediskussion insbesondere gegenüber Kultur- und Medientheorien, der Literaturwissenschaft sowie der Sozialphilosophie.

- Soziologische Methoden: Die Basler Soziologie bietet ein integriertes Methodenprogramm, das die erkenntnistheoretische Situierung soziologischen Arbeitens mit einer Ausbildung in quantitativen und qualitativen Methoden verbindet. Zentraler Bestandteil der Methodenausbildung ist sowohl die Integration methodischer Fragen in die Erstellung von Forschungs-Designs wie auch deren Umsetzung.

Die Basler Soziologie umfasst drei thematisch orientierte spezielle Soziologien:

- Politische Soziologie: Eliten und Macht; soziale und politische Identitäten; Beziehungen zwischen Gruppen und Konflikte; Diskriminierung; Gender und Ethnizität; Ausschluss und Integration; Armut; politische Institutionen und Staatlichkeit; Sozialpolitik; soziale Werte, Kultur und Ideologien; Migration und Akkulturation; die Schweiz im internationalen Vergleich; soziale Ungleichheit und sozialer Wandel in modernen Gesellschaften.
- Wirtschaftssoziologie: Soziologische Theorien der Ökonomie; ökonomische Identitäten; Finanz- und Börsensoziologie; ökonomische Diskurse und Wissensformen; historische Wirtschaftssoziologie; Kulturen der Ökonomie; Ökonomie in der Populärkultur; Konsumsoziologie; Geldsoziologie; Medien der Ökonomie; wirtschaftliche Organisationen; ökonomische Inklusion/Exklusion.
- Entwicklungssoziologie: Sozialer Wandel im globalen Kontext; Sozialstrukturanalyse; Entwicklungstheorien; Entwicklungsstrategien; Entwicklungszusammenarbeit; Konflikt- und Kooperationsforschung; Staat und (internationale) Zivilgesellschaft; Migration, ländliche und urbane Entwicklung; soziale und ökologische Verträglichkeit; Methoden der Gemeinwesen- und Projektarbeit.

Struktur und Organisation des Bachelorstudiengangs

Die einzelnen Bereiche der Basler Soziologie werden durch integrierende Veranstaltungen zu übergreifenden Themen miteinander verbunden.

Der Bachelorstudiengang Soziologie legt besonderes Gewicht auf interaktive Lehrformen, welche den Studierenden frühzeitig forschendes Lernen ermöglichen sollen. Dazu werden z.B. durch TutorInnen betreute Kleingruppen sowie projektorientierte Arbeitsformen eingesetzt. Die Basis dafür legt neben der obligatorischen Theorie- und Methodenausbildung die zweisemestrige integrierte Einführungsveranstaltung.

Der Grundkurs Einführung I vermittelt grundlegende soziologische Begriffe, Denkfiguren und Analyseformen in Verbindung mit einer Einführung in die Techniken wissenschaftlichen Arbeitens (wie z.B. wissenschaftliche Lektüre und Schreibtechniken, Recherchieren, die Benutzung soziologischer Datenbanken). Ziel der Veranstaltung ist die Einführung in typische soziologische Fragestellungen sowie das Einüben der eigenen «soziologischen Einbildungskraft». Für eine detaillierte Übersicht über die Struktur des Bachelorstudiums vgl. die Tabelle.

Aufbauend auf dieser obligatorischen Grundausbildung sind Vertiefungen in den drei oben genannten speziellen Soziologien (Politische Soziologie, Wirtschaftssoziologie, Entwicklungssoziologie) möglich. Den Abschluss bildet das Forschungspraktikum am Ende des Studiums. Im Forschungspraktikum werden die Studierenden im Verlauf von zwei Semestern mit der Forschungspraxis vertraut gemacht, indem sie, unterstützt durch die Lehrenden, ein kleines Forschungsprojekt in allen Schritten bearbeiten.

Das Institut fördert und unterstützt Auslandsaufenthalte, etwa im Rahmen des ERASMUS/SOKRATES-Programms. Folgende Kooperationen mit ausländischen Universitäten sind etabliert oder in Vorbereitung: Paris VIII, Université Vicennes-Saint Denis, Copenhagen Business School, Uni-

Bachelorstudium Soziologie Basel: Übersicht

Die Kurse aus den Modulen Allgemeine Soziologie und Methoden bauen aufeinander auf und müssen in der unten aufgeführten Reihenfolge besucht werden. Die tabellarische Darstellung der Abfolge der Kurse in den speziellen Soziologien versteht sich als Empfehlung.

Modul Semester	Allgemeine Soziologie	Methode	Politische Soziologie	Wirtschaftssoziologie	Entwicklungssoziologie	Frei wählbarer Bereich
1. Semester	GK: Integrierte Einführung in die Soziologie I (4 KP) mit Tutorat (2 KP)	VmK: Methoden der empirischen Sozialforschung mit Kolloquium (3 KP)	VmK: Politische Soziologie mit Kolloquium (3 KP)	VmK: Wirtschaftssoziologie mit Kolloquium (3 KP)	VmK: Entwicklungssoziologie mit Kolloquium (3 KP)	Andere Veranstaltungen zu insgesamt 12 KP
2. Semester	V: Integrierte Einführung in die Soziologie II (2 KP)	VmK: Methoden der empirischen Sozialforschung II mit Kolloquium (3 KP)				
3. Semester	V: Soziologische Theorie I (2 KP)	VmK: Quantitative Methoden mit Kolloquium (3 KP)	Vertiefung wahlweise in einer der drei speziellen Soziologien: PS oder S (3 KP) mit Proseminararbeit (3 KP) resp. Seminararbeit (5 KP)*			
4. Semester	PS oder S*: Soziologische Theorien II (3 KP) mit Proseminararbeit (3 KP) resp. Seminararbeit (5 KP)	VmK: Qualitative Methoden mit Kolloquium (3 KP)				
5. Semester	Forschungspraktikum I (3 KP)					
6. Semester	Forschungspraktikum II (3 KP) mit Forschungsbericht (7 KP)					
	Bachelorprüfung (5 KP)					

Legende: GK = Grundkurs; V = Vorlesung; VmK = Vorlesung mit Kolloquium; PS = Proseminar; S = Seminar; KP = Kreditpunkt

- * Während des Bachelorstudiums muss eine Proseminararbeit (3 KP) und eine Seminararbeit (5 KP) verfasst werden. Wird die Proseminararbeit im Modul **Allgemeine Soziologie** geschrieben so muss die Seminararbeit in dem Seminar der Module **Politische Soziologie**, **Wirtschaftssoziologie** oder **Entwicklungssoziologie**, das zur Vertiefung ausgewählt wurde, verfasst werden. Oder die Seminararbeit wird in der **Allgemeinen Soziologie** verfasst und die Proseminararbeit im gewählten Vertiefungskurs der speziellen Soziologien (**Politische Soziologie**, **Wirtschaftssoziologie** oder **Politische Soziologie**).

versität Wien, Universität Konstanz, Universität Weimar. Den Studierenden wird geraten, auch Veranstaltungen an den am EUCOR-Programm beteiligten Nachbaruniversitäten (Colmar, Mulhouse, Strasbourg, Karlsruhe, Freiburg) zu belegen. Auch Studienleistungen von anderen schweizerischen Universitäten können entweder in den ent-

sprechenden Modulen oder auf die frei wählbaren Lehrveranstaltungen angerechnet werden.

Masterstudiengang

Aufbauend auf dem Bachelorstudiengang Soziologie wird ab dem Wintersemester 2006/07 in Basel der Masterstudiengang Soziologie angeboten

– mit Vertiefungsmöglichkeiten in den Modulen Soziologische Theorie, Methoden der Soziologie, Wirtschaft, Kultur und Wissen, Politik und Entwicklung, Wirtschaft, Politik und Entwicklung.

Adressen und weitere Informationen

- > Institut für Soziologie, Universität Basel
Petersgraben 27
4051 Basel
- > Urs Stäheli, Koordinator der Institutsleitung,
Urs.staeheli@unibas.ch
- > Institut für Soziologie:
<http://soziologie.unibas.ch>
- > Fachgruppe Soziologie (Soziologiestudierende):
www.sociologie.ch/fgbasel

Universität Bern

Charlotte Müller, Institut für Soziologie

Struktur und Organisation des Bachelorstudiengangs

Seit dem Wintersemester 2005/06 kann am Institut für Soziologie der Universität Bern Soziologie mit dem Studienziel «Bachelor of Arts in Sociology, Universität Bern» belegt werden. In Verbindung mit dem Masterstudiengang Soziologie, der mit dem Studienjahr 2006/07 eingeführt wird und der aus der Sicht der Verantwortlichen der Regelabschluss des Soziologiestudiums sein sollte, löst der zweistufige Bachelor- und Masterstudiengang sukzessive das Lizentiatsstudium ab.

Am Institut für Soziologie wird Soziologie als Major (vormals: Hauptfach) und als Minor

(vormals: Nebenfach) angeboten. Der Majorstudiengang Soziologie umfasst insgesamt 180 Kreditpunkte und gliedert sich in das Einführungsstudium, das Hauptstudium und den Minor (und ggf. freie Leistungen).

Das Einführungsstudium bildet ein Vorlesungszyklus, in dem sich die Studierenden mit den Grundlagen sozialwissenschaftlicher (Soziologie, Politikwissenschaft, Kommunikations- und Medienwissenschaft, insgesamt 21 Kreditpunkte), ökonomischer (Volkswirtschaftslehre 15 Kreditpunkte, Betriebswirtschaftslehre 6 Kreditpunkte), juristischer (4 Kreditpunkte) und propädeutischer (Mathematik, angewandte Statistik, insgesamt 14 Kreditpunkte) Fragestellungen auseinandersetzen.

Das daran anschliessende Hauptstudium umfasst einen obligatorischen (insgesamt 30 Kreditpunkte) und einen Wahlbereich (insgesamt 20 Kreditpunkte) sowie die Bachelorarbeit als Abschlussarbeit (10 Kreditpunkte).

Im obligatorischen Teil des Hauptstudiums werden Grundlagen der drei Schwerpunktbereiche, die am Institut für Soziologie angeboten werden, vermittelt: Geschichte und Theorien (Obligatorium: Soziologische Theorien 9 Kreditpunkte), Sozialstruktur und Gesellschaftsvergleich (Obligatorium: Sozialstrukturanalyse 3 Kreditpunkte) sowie Empirische Sozialforschung (Obligatorium: Sozialwissenschaftliche Statistik und Empirisches Forschungspraktikum, insgesamt 14 Kreditpunkte). Darüber hinaus ist im Rahmen eines

Bachelorstudium (180 Kreditpunkte)	
1. Jahr:	Einführungsstudium (60 Kreditpunkte)
2. Jahr:	Hauptstudium (60 Kreditpunkte)
3. Jahr:	Minor / Freie Leistungen (60 Kreditpunkte)
Abschluss: Bachelor of Arts in Sociology, Universität Bern	

Wahlobligatoriums ein Proseminar zu besuchen (4 Kreditpunkte).

Im Anschluss an den obligatorischen Bereich entscheiden sich die Studierenden, in welchem der drei Schwerpunktbereiche sie ihre Abschlussarbeit verfassen möchten und besuchen hierin noch Lehrveranstaltungen im Umfang von 20 Kreditpunkten.

Alle Studienabschnitte bzw. Lehrveranstaltungen werden studienbegleitend über das Erbringen von Leistungsnachweisen (schriftliche, mündliche Prüfungen, schriftliche Arbeiten, Referate etc.) abgeschlossen und fliessen als gewichtete Mittel in die Abschlussnote ein.

Zeitgleich mit Eintritt in das Hauptstudium beginnen die Studierenden mit mindestens einem inner- oder ausserfakultären Minor und gegebenenfalls freien Leistungen im Umfang von 60 Kreditpunkten. Die Ausgestaltung des Minor eröffnet ein Höchstmass an Variabilität zur Bildung eines je spezifischen Profils. Gewählt werden kann zwischen:

- a) einem Minor im Umfang von 60 Kreditpunkten,
- b) zwei Minor im Umfang von je 30 Kreditpunkten,
- c) einem Minor im Umfang von 30 Kreditpunkten und zwei Minor im Umfang von je 15 Kreditpunkten,
- d) einem Minor im Umfang von 30 Kreditpunkten, einem Minor im Umfang von 15 Kreditpunkten und freien Leistungen (einschliesslich eines fakultativen Praktikums) im Umfang von 15 Kreditpunkten.

Einzige Einschränkung für eine Minor-Kombination nach den Möglichkeiten b) bis d) ist, dass hier einer der Minor innerfakultär sein muss. Als innerfakultäre Minor werden Politikwissenschaft, Kommunikations- und Medienwissenschaft, Volkswirtschaftslehre und Betriebswirtschaftslehre angeboten.

Kurz verwiesen sei an dieser Stelle noch auf das Minor-Angebot des Instituts für Soziologie für

Studierende mit einem inner- oder ausserfakultären Major: der Minor 15 vermittelt über den Besuch von Einführungs- und Schwerpunktvorlesungen einen basalen Einblick in Themenbereiche der Soziologie. Bei dem Minor 30 wählen die Studierenden neben den soziologischen Einführungsverlesungen einen der drei Studien Studienschwerpunkte (Geschichte und Theorien, Sozialstruktur und Gesellschaftsvergleich, Empirische Sozialforschung) und absolvieren dort neben den jeweiligen Obligatorien frei wählbare Lehrveranstaltungen des Studienschwerpunkts. Der Minor 60 differiert von dem Majorstudiengang Soziologie in drei Aspekten: das Einführungsstudium umfasst 14 Kreditpunkte (soziologische Einführungsverlesungen, angewandte Statistik), es findet keine Schwerpunktbildung in den Studienschwerpunkten statt und es wird keine Bachelorabschlussarbeit angefertigt. Die Obligatorien und Wahlobligatorien sind mit denen des Major Soziologie identisch, ein Übertritt in das Masterstudium Soziologie ist ohne zusätzliche Leistungsnachweise möglich.

Theoretische, methodische und thematische Orientierung

Am Institut für Soziologie wird eine sehr breite Palette theoretischer Orientierungen (u.a. Wissenssoziologie, Kritische Theorie, Rational Choice, Historischer Materialismus) und neuerer soziologischer Ansätze (u.a. Habermas, Bourdieu, Giddens) in Lehre und Forschung vertreten. Das Lehrangebot umfasst dementsprechend methodologische Veranstaltungen, die sowohl dem verstehenden als auch dem erklärenden Paradigma verpflichtet sind. Dabei werden Lehrveranstaltungen zur qualitativen Methodik gleichberechtigt neben solchen zur quantitativen Methodik angeboten.

Die am Institut für Soziologie vertretene theoretische und methodische Breite wird innerhalb des BA-Studiengangs innerhalb dreier Studienschwerpunkte umgesetzt:

Der Studienschwerpunkt «Geschichte und Theorien» analysiert unter Rückgriff auf historische

und kulturspezifische Problemstellungen aktuelle Fragen moderner Gesellschaften. Soziologische Anwendungsgebiete finden sich im Lehrangebot derzeit vor allem innerhalb der Wissenschaftssoziologie, Geschlechtersoziologie, Religionssoziologie, Bildungssoziologie und Stadtsoziologie.

Wodurch sich moderne Gesellschaften differenzieren, wie das Verhältnis von gesellschaftlichen Strukturbedingungen und subjektiven Handlungsorientierungen zu bestimmen ist, und worin die gesellschaftlichen Differenzen im internationalen Vergleich bestehen, ist zentraler Gegenstand des Studienschwerpunkts «Sozialstruktur und Gesellschaftsvergleich». Lehrveranstaltungen zum sozialen Wandel, zur sozialen und kulturellen Differenzierung und zu wohlfahrtsstaatlichen Entwicklungen gehören in diesen Schwerpunkt.

Der Studienschwerpunkt «Empirische Sozialforschung» vertieft über die exemplarische Analyse in den zwei Themenbereichen «Wirtschaft und Organisation» sowie «Familie und Haushalt» die in den Basisveranstaltungen gewonnen Einsichten einer quantitativ verfahrenen Sozialforschung.

Die Praxisorientierung besteht in der Ausbildung soziologischen Denkens und der Erarbeitung von Forschungserfahrungen. Der Studiengang hinterfragt disziplinspezifische und methodische wie auch methodologische Problemstellungen und leistet in diesem Sinne einen praxisorientierenden Beitrag im Feld der Wissenschaft und angewandten Forschung. Da die beruflichen Möglichkeiten von Absolvierenden der Soziologie überaus vielfältig sind, ist es der Selbstverantwortung der Studierenden überlassen, potentielle Berufsfelder gemäß eigener Interessen aufzufinden und ein entsprechendes Praktikum zu absolvieren. Unterstützt werden sie hierbei vom Institut für Soziologie und eine Anrechenbarkeit ist – sofern der Minor in der Form d) gewählt wird – gewährleistet.

Das Berner Profil

Institutionell ist der Studiengang «Bachelor of Arts in Sociology, Universität Bern» in die Wirtschafts-

und Sozialwissenschaftlichen Fakultät der Universität Bern eingebunden. Hieraus resultiert auch das in der deutschsprachigen Schweiz einmalige, mit einer Orientierung an den Wirtschaftswissenschaften deutlich konturierte Profil des Major Soziologie im Rahmen des Einführungsstudiums. Damit wird eine der Traditionslinien, die das Soziologiestudium an der Universität Bern seit den 1990er Jahren geprägt hat, fortgesetzt. Mit der Ausgestaltung des Minor 60 wird die andere Traditionslinie in der Disziplinengeschichte wie auch dem Studium der Soziologie bewusst weitergeführt: die einer kulturwissenschaftlich und historisch informierten Soziologie. Das Studium der Soziologie an der Universität Bern wird somit weiterhin als eines in der Tradition der Ökonomie als auch als eines in der der Geisteswissenschaften möglich sein und auf der Masterstufe zu einem je eigenen Profil führen.

Masterstudiengang und Doktorandenprogramm

Das Masterstudium der Soziologie wird als dreisemestriges Monofach (90 Kreditpunkte) zum Wintersemester 2006/07 eingeführt. Mit dem Verzicht auf einen Minor (vormals: Nebenfach) zur Ausgestaltung des Studiums wird intendiert, einen Beitrag zur Reduzierung von Mobilitätsbarrieren zu erzielen. Gleichzeitig wird jedoch ein Soziologie-Minor auf Masterstufe angeboten, der für anders gestaltete Masterstudiengänge als Vertiefung des Soziologiestudiums dienen kann.

Ein ausgearbeitetes Doktoratsprogramm für MA-Absolvierende liegt noch nicht vor.

Adressen und weitere Informationen

> Institut für Soziologie
Universität Bern
Unitobler
Lerchenweg 36
3012 Bern

> Charlotte Müller, Leitung Studienberatung,
mueller@soz.unibe.ch

> Institut für Soziologie (mit den neuesten und stets aktualisierten Informationen zum Studium):
www.soz.unibech/studium

Université de Fribourg

Olivier Tschannen, Département des sciences de la société

Objectifs thématiques et pédagogiques

Depuis 2004, le Département des sciences de la société de l'Université de Fribourg offre un Bachelor en sciences sociales, branche principale « Sociologie » (spécialisation « Sociologie et communication »). Cette formation en français se distingue des autres formations en sciences sociales de Suisse romande, car elle propose un ensemble d'enseignements concentrés autour de la sociologie générale, de la sociologie de la communication et de la sociologie politique. Cette combinaison originale permet d'acquérir les connaissances nécessaires à la compréhension de la société actuelle. L'objectif est d'étudier les transformations sociales et politiques déterminantes pour les sociétés contemporaines et la contribution des médias et de la communication à ces mutations. A travers cet accent thématique, les étudiants apprennent à analyser :

- 1) comment les phénomènes de communication fondent les processus sociaux
- 2) comment les identités individuelles et collectives se constituent à travers la production et la réception des produits médiatiques.

Ce Bachelor en sciences sociales axé sur la thématique « Sociologie et communication » permet principalement d'acquérir :

- des savoirs méthodologiques pour décoder/interpréter les discours médiatiques et politiques et comprendre leurs modes d'élaboration ; des connaissances sur le fonctionnement des médias.
- des compétences méthodologiques et théoriques valorisables dans le monde professionnel, telles que l'évaluation de situations de transitions politiques et interculturelles ; la connaissance des

conditions de vie des catégories touchées par ces phénomènes (femmes, jeunes, immigrés, catégories professionnelles).

- la capacité à traiter l'information dans une perspective sociologique, à savoir réaliser des enquêtes quantitatives et des entretiens, rédiger des articles, des rapports et des projets.

Organisation et plan des études

Le Bachelor en sciences sociales, branche principale « Sociologie » dure trois ans au minimum. Il est obtenu après l'acquisition de 180 crédits répartis comme suit : la branche principale « Sociologie » (spécialisation « Sociologie et communication ») (90 crédits) + 2 ou 3 branches complémentaires (60 + 30 crédits ou 3 X 30 crédits). Cette combinaison assure une formation de base en sciences sociales, tout en permettant une flexibilité individuelle dans le choix des branches complémentaires. Elle constitue une offre originale de l'Université de Fribourg et représente un atout de par son caractère interdisciplinaire.

La branche principale intitulée « Sociologie » constitue le noyau central et obligatoire du Bachelor.

La première et la deuxième année d'étude sont orientées sur l'acquisition des concepts et cadres d'analyse centraux de la sociologie, de la sociologie de la communication et de la sociologie politique. Elles transmettent aussi des éléments de méthodologie quantitative et qualitative des sciences sociales. Un accent particulier est mis sur les approches qualitatives, notamment sur les théories de l'énonciation et les démarches ethno-méthodologiques.

La troisième année d'étude approfondit les capacités d'analyse acquises durant les deux premières années, en formant les étudiants à mener des enquêtes empiriques concrètes. Elle se concentre sur la réalisation d'un séminaire en groupe, d'un travail de diplôme et d'un colloque de recherche.

A la branche principale s'ajoutent 90 crédits de branches complémentaires. L'étudiant doit choisir

au moins 30 crédits parmi les branches de sciences sociales, offertes par la Faculté des sciences économiques et sociales ou par la Faculté des lettres, dont voici la liste (la plupart des cours sont proposés, à choix, en français ou en allemand):

- Sociologie politique (30 crédits, en français seulement)
- Medien- und Kommunikationswissenschaft (30/60 crédits, en allemand seulement)
- Economie politique (30/60 crédits)
- Anthropologie sociale (30/60 crédits)
- Science des religions (option sciences sociales) (30/60 crédits)
- Sociologie des problèmes sociaux (30/60 crédits)
- Politiques sociales (30/60 crédits),
- Recherche sociale appliquée (60 crédits)
- Sciences de l'éducation (30/60 crédits)
- Histoire contemporaine (30/60 crédits)
- Psychologie (30/60 crédits)

Les crédits restants peuvent être choisis parmi les autres branches complémentaires dispensées par les autres facultés de l'Université de Fribourg.

Spécificités et suites du cursus à Fribourg

L'Université de Fribourg est l'une des rares universités européennes à avoir plus d'une langue d'enseignement. Si les enseignements de la branche principale sont majoritairement en français, certains enseignements et la plupart des branches complémentaires peuvent être choisis en allemand ou comme branches bilingues, pour l'obtention d'un bachelor bilingue. Cette opportunité constitue un atout pour les débouchés dans les milieux professionnels de la communication, de l'administration et de la politique.

Après le Bachelor en sciences sociales, branche principale « Sociologie » (spécialisation « Sociologie et communication »), le Département des sciences de la société de l'Université de Fribourg offre le Master of Arts en sociologie « Communication, politique et société », avec la possibilité de suivre

un programme de spécialisation « Journalisme et médias ».

Le master « Communication, politique et société » (90 crédits) approfondit, sous divers angles, les rapports entre sociologie, sociologie de la communication et sociologie politique. Les enseignements sont répartis en trois domaines thématiques : « Communication et média » ; « Identité, altérité et mouvements sociaux » ; « Etat, politique et action publique ».

Le programme de spécialisation optionnel « Journalisme et médias » (30 crédits), offert uniquement en supplément des 90 crédits, vise à transmettre une connaissance approfondie du champ médiatique et journalistique. Il aborde la structure, le positionnement, l'histoire et le droit des différents médias et analyse dans une perspective sociologique les transformations récentes de la profession et des pratiques journalistiques, en Suisse et à l'étranger.

Le Bachelor en sciences sociales de l'Université de Fribourg, branche principale « sociologie » garantit par ailleurs l'accès aux Masters des autres universités romandes.

Adresses et informations complémentaires

> Département des Sciences de la Société (DSS)

Université de Fribourg

Boulevard Péroilles 90

1700 Fribourg

> Olivier Tschannen, professeur,

olivier.tschannen@unifr.ch

> Secrétariat du Département des Sciences de la Société (DSS) : dss-dgw@unifr.ch

> Secrétariat du domaine sociologie et médias : Heimke.Peiry@unifr.ch et Annick.Mondat@unifr.ch

> Décanat de la Faculté des Sciences économiques et sociales : decanat-ses@unifr.ch

Plus d'informations, concernant le Bachelor en sciences sociales et le Master en sociologie, sont disponibles sur le site Internet du Département des

sciences de la société, à l'adresse suivante: www.unifr.ch/sociomedia/

Université de Genève

Sandro Cattacin et Stefano Losa, Département de sociologie

Structure et organisation du Baccalauréat en sociologie

C'est à partir de l'année universitaire 2005–2006 que la Faculté des Sciences Économiques et Sociales de l'Université de Genève, suite à la réforme du système universitaire dite de «Bologne», a introduit les Baccalauréats universitaires (Bachelors) dont le Baccalauréat universitaire en sociologie.

Le Baccalauréat universitaire, qui remplace la Licence, représente le premier cursus de la formation de base et permet l'accès au second cursus représenté par la Maîtrise universitaire (Master). Il a une durée moyenne de 3 ans et permet l'acquisition de 180 crédits. Les enseignements sont semestriels et chaque semestre se conclut par une session d'examen.

Le Baccalauréat universitaire en Sociologie est subdivisé en deux parties. La première partie, qui donne droit à 60 crédits et d'une durée d'un an, permet d'introduire les étudiant(e)s aux disciplines des Sciences sociales comme la science politique, la géographie et l'histoire économique et sociale, tout en se rapportant au domaine de spécialisation envisagé: la sociologie.

La deuxième partie, d'une durée moyenne de deux ans, permet d'acquérir 120 crédits. L'étudiant(e) peut composer son plan d'étude de manière personnalisée tout en respectant un certain nombre de contraintes: des enseignements obligatoires portant notamment sur les outils méthodologiques et sur les théories sociologiques, des options fermées permettant d'approfondir différents domaines de la sociologie, des enseignements de «tronc commun facultaire» permettant aux étudiant(e)s d'obtenir au moins 6 crédits dans chacune des disciplines enseignées par la Faculté, des options libres permettant,

entre autre, de suivre des cours hors Faculté, et un Projet de recherche en sociologie consistant en un travail personnel de recherche (mémoire).

Orientations théoriques, méthodologiques et thématiques

De manière générale, le Baccalauréat universitaire en sociologie est conçu de manière à fournir aux étudiant(e)s des compétences analytiques pertinentes permettant de questionner et d'approcher les phénomènes sociaux étudiés de manière critique et autonome. En ce sens, une attention particulière est portée à la connaissance des principaux concepts et théories permettant d'analyser et de comprendre les sociétés modernes ainsi qu'à la capacité à utiliser les méthodes de base de la recherche en sciences sociale. De même, l'aptitude à formuler un problème et à saisir les formes et les enjeux de divers problèmes sociaux ou organisationnels, la capacité à organiser et critiquer des données tout comme la compétence à présenter un rapport écrit ou oral sont également matière d'enseignement.

Le cursus de Baccalauréat universitaire en sociologie est ainsi construit sur quatre orientations bien précises:

- La connaissance progressive des théories et concepts sociologiques;
- L'acquisition des outils méthodologiques (statistique, techniques d'enquêtes, analyses de groupes et d'institutions, enquêtes de terrain, analyse de discours, analyse de contenu, analyse de l'image, démarche ethnographique) utiles à la sociologie;
- L'initiation à des branches voisines telles que l'histoire, l'économie, la géographie humaine, la science politique, la psychologie, le droit, etc., qui constituent autant de secteurs spécialisés d'étude d'une société.
- Les éléments d'analyse des politiques sociales (de la définition du problème social à l'évaluation de sa régulation)

A mentionner encore le fait qu'une étape importante dans la convergence et la concrétisation

d'une partie des compétences mentionnées plus haut est représentée par le Projet de recherche en sociologie. En effet, le Projet de recherche se construit à partir d'une dominante conceptuelle et théorique et peut être éventuellement complété par l'exploration d'un terrain ou par une analyse secondaire de données. Son but est notamment de développer et renforcer l'aptitude à mettre en jeu et critiquer des concepts sociologiques ainsi qu'à articuler autour d'eux une problématique, une interrogation sociologique.

Spécificité du baccalauréat genevois

Le Baccalauréat universitaire en sociologie propose une formation généraliste dans l'idée de dépasser les frontières territoriales qui caractérisent une partie de la sociologie européenne. Le programme offert par l'Université de Genève propose une sociologie pragmatique intégrant les perspectives anglo-saxonne, allemande et française. Le Baccalauréat universitaire en sociologie se propose donc de faire la médiation entre les courants sociologiques internationaux et ceci dans un contexte de langue francophone.

Le Master en sociologie

Le Baccalauréat universitaire en sociologie constitue la préparation normale aux études de Maîtrise universitaire disciplinaire en sociologie proposées par le Département de sociologie et, de même, il permet l'accès à de nombreuses Maîtrises spécialisées (p.ex. Communication, Administration publique, Démographie, etc) à Genève, en Suisse et à l'étranger.

La Maîtrise universitaire disciplinaire en sociologie, qui démarre à la rentrée 2006–2007, vise la formation autant des praticiens de la recherche scientifique que des analystes capables d'évaluer des problèmes sociaux et/ou les politiques sociales ou encore des professionnels dans les grandes organisations régionales, nationales ou internationales.

De manière générale, cette Maîtrise a pour but de former les étudiants à l'analyse des sociétés

contemporaines et à la compréhension de leurs structures et évolutions ainsi qu'à l'identification des problèmes qu'elles rencontrent ou suscitent.

Une première spécificité de la Maîtrise universitaire disciplinaire en sociologie est sa forte composante méthodologique. Les étudiant(e)s sont amenés à renforcer l'aptitude au maniement critique des concepts et idées, la capacité à construire un problème et y associer des solutions, l'aptitude à formuler les termes d'une recherche et à la concrétiser dans une méthodologie adaptée, la capacité à rédiger un rapport général et à le présenter verbalement, et enfin la capacité à dialoguer ou coopérer avec des spécialistes d'autres disciplines des sciences sociales.

Une deuxième particularité de la Maîtrise réside dans sa stratégie pédagogique qui consiste en l'initiation à la recherche par le biais d'« Ateliers » où se mêlent, à propos d'une thématique donnée, l'élaboration conceptuelle, la coopération dans l'utilisation de méthodes d'investigation ainsi que le travail personnel. A la différence du baccalauréat, la Maîtrise universitaire disciplinaire prévoit un suivi personnel des étudiant(e)s et une approche pédagogique basée sur le « learning by doing ».

Conformément à la majorité des autres universités romandes et, de manière générale, à celles d'autres pays, la Maîtrise universitaire disciplinaire en sociologie requiert l'obtention de 90 crédits. Ces 90 crédits s'obtiennent par le suivi de cours de base, de cours d'approfondissement (ou stage alternatif), de l'atelier ainsi que par la réalisation d'un mémoire de Maîtrise.

Ecole doctorale romande

Mis en place en 2005, le Programme doctoral romand en sociologie vise à approfondir la formation des doctorants sur les plans théorique et méthodologique, à favoriser la production de connaissances nouvelles et à faciliter l'insertion des sociologues porteurs d'un doctorat dans le monde du travail (université, institutions, entreprises). Ce programme bénéficie du soutien de la Conférence

Universitaire de Suisse Romande. Il est coordonné par des chercheurs issus des universités de Fribourg, Genève, Lausanne et Neuchâtel et dirigé par André Ducret du département de sociologie de l'Université de Genève.

Adresses et informations complémentaires

- > Département de sociologie
Faculté des sciences économiques et sociales
Université de Genève
40, Bd du Pont d'Arve, 1211 Genève 4
- > Sandro Cattacin, directeur du Département de Sociologie : Sandro.Cattacin@socio.unige.ch
- > Stefano Losa, coordinateur Maîtrise en sociologie : Stefano.Losa@socio.unige.ch
- > Christine Demierre, secrétaire du Département de Sociologie : Christine.Demierre@socio.unige.ch
- > www.unige.ch/ses/socio
- > Programme doctoral romand en sociologie : <http://www.unige.ch/ses/socio/edrs/>

Université de Lausanne

Dario Spini et Isabelle Genton Schmitt,
Faculté des sciences sociales et politiques

Généralités – Les formations et les atouts de la Faculté des Sciences sociales et politiques

La Faculté des Sciences sociales et politiques (SSP) offre quatre orientations d'études en sciences humaines dont les programmes favorisent les éclairages interdisciplinaires (Sciences sociales, Science politique, Psychologie, Sciences du sport et éducation physique). Pour chacune de ces orientations des enseignements fondamentaux sont dispensés nourris par des recherches qui questionnent des thèmes d'actualité (déviance, identité et communautarisme, communication, genre, migration, représentation et droits des minorités, école et pédagogie, sport et handicap, etc.), avec la possibilité de comprendre ces questions dans une perspective historique.

Les plans d'études des quatre baccalauréats universitaires proposés par la Faculté sont conçus

dans une perspective généraliste, alliant théorie, méthodologie et apprentissage pratique. Le bachelors représente une première étape de formation scientifique de base, permettant d'acquérir un mode de pensée méthodologique et scientifique. Il est organisé sur une durée de 3 ans et structuré en deux parties: une première partie propédeutique de 60 crédits et une seconde de 120 crédits. Afin de favoriser une compréhension interdisciplinaire et une certaine flexibilité dans les cursus, les Baccalauréats de la Faculté des SSP sont constitués d'une discipline principale, la Majeure, et d'une discipline secondaire, la Mineure. La Faculté des SSP offre aux étudiantEs la possibilité de suivre un ou deux semestres d'études dans une autre université en Suisse ou à l'étranger au cours des deuxième et troisième années du baccalauréat universitaire.

Le Baccalauréat en Sciences sociales

Objectifs

L'obtention du Baccalauréat en sciences sociales (Baccalauréat universitaire en sciences sociales / Bachelor of Arts (BA) in Social Sciences) comprend deux étapes. La première année de la Majeure est conçue comme une introduction aux grandes disciplines constitutives des sciences de la société avec l'accès aux outils de base de la formation universitaire. Plus précisément, il s'agit d'acquérir :

- les connaissances de base dans quatre disciplines des sciences sociales (sociologie, anthropologie culturelle et sociale, politique sociale et psychologie sociale) ;
- les méthodes de base dans la recherche bibliographique, la sélection et l'écriture de textes scientifiques ;
- les orientations épistémologiques et pratiques des recherches en sciences sociales ;
- les connaissances de base dans un domaine complémentaire (Mineure).

Les deuxième et troisième années offrent un large éventail de cours et séminaires, qui mettent l'accent sur la recherche, la construction et la conduite d'études pratiques et qui couvrent les grands

domaines d'interrogation de l'anthropologie, de la psychologie sociale et de la sociologie. Une formation en méthodologie permet l'initiation à la recherche empirique. Les étudiantEs acquièrent ainsi les compétences nécessaires pour la construction d'un objet scientifique, l'organisation et la conduite d'une recherche et l'écriture d'un rapport.

La seconde étape conduit à l'obtention du grade de baccalauréat universitaire. Les objectifs de cette étape se traduisent par l'acquisition des qualifications suivantes:

- construction d'une problématique scientifique;
- présentation critique d'un texte scientifique;
- rédaction d'une revue de questions dans un domaine des sciences sociales;
- construction d'un plan de recherche;
- mise en oeuvre pratique d'instruments de recherche;
- écriture d'un rapport de recherche;
- approfondissement des connaissances dans le domaine complémentaire – la mineure.

Le cursus d'études repose sur quatre ensembles qui évoluent parallèlement. Il s'agit :

- des cours en sciences sociales qui débutent par une introduction disciplinaire, et se prolongent par le traitement de problèmes et de thèmes spécifiques (par exemple, la culture, les médias, le travail, le genre, l'insécurité, le parcours de vie, etc.);
- des séminaires en sciences sociales qui visent d'abord à sensibiliser l'étudiantE à la recherche et, ensuite, à l'entraîner à la construction et à la conduite d'études pratiques (par exemple, en analysant un problème social, en comparant les activités professionnelles ou culturelles de groupes sociaux, etc.);
- des enseignements méthodologiques qui orientent l'étudiantE sur les questions de recherche, puis l'amènent à expérimenter des instruments de collecte et d'analyses de données;
- des enseignements liés à une Mineure qui fournissent à l'étudiantE un complément

introductif, puis approfondi, dans une autre matière ou une autre discipline.

Descriptif de la formation

Le Baccalauréat universitaire en sciences sociales comporte une discipline principale, la Majeure en sciences sociales (120 crédits) qui définit l'orientation de la formation, et une discipline secondaire, la Mineure (60 crédits) qui permet une vision élargie des sciences humaines par l'acquisition d'un ensemble de connaissances organisées dans une autre discipline. Les examens doivent être présentés à la fin de la première année d'études (année de propédeutique), puis, en règle générale, à la fin de chaque période d'enseignement. Le cursus vise une large interdisciplinarité, apte à rendre compte tant du fonctionnement général des sociétés que de leur diversité.

Les Mineures offertes en lien avec la Majeure en Sciences sociales

1. Mineure en histoire : La mineure en histoire comprend des enseignements introductifs à l'histoire et à ses méthodes, ainsi qu'une variété de cours et de séminaires touchant à l'histoire politique, sociale et économique, avec une grande ouverture sur l'histoire internationale. L'accent est nettement mis sur l'histoire contemporaine et sur ses liens avec les sciences sociales et politiques. Pour l'enseignement secondaire, la mineure en histoire offerte par la Faculté des SSP donne une formation équivalente et les mêmes droits que le baccalauréat universitaire en Lettres, avec l'histoire comme discipline de base. Elle constitue ainsi une formation complémentaire très appréciée pour une carrière dans les médias, les organisations internationales, ainsi que dans différents domaines des services publics ou privés.

2. Mineure en méthodes et recherche : Les enseignements de la mineure en méthodes et recherche offrent par leur cohérence la possibilité d'acquérir une vision à la fois globale et précise de la démarche scientifique. Globale dans le sens de la diversité des approches et précise par la rigueur

des outils d'investigation, d'argumentation et de recherche présentés. L'ambition de la mineure est de permettre un élargissement du savoir par des moyens concrets tels que la description, l'analyse, la modélisation et la prédiction. L'étudiantE ayant choisi cette mineure aura acquis non seulement une plus grande compétence dans l'utilisation des diverses méthodes, mais également une très bonne appréciation de la pertinence de leur emploi. Elle ouvre la voie à des études ultérieures (masters) exigeantes sur le plan méthodologique, ainsi qu'à la pratique de la recherche.

3. *Mineure en psychologie et sciences humaines* : La mineure en psychologie et sciences humaines propose une introduction aux grands domaines de la psychologie et ses applications, ainsi qu'à des disciplines voisines des sciences sociales et humaines. Cette mineure à elle seule ne représente pas une formation complète en psychologie; elle ne permet pas de pratiquer en tant que psychologue, ni d'enseigner la psychologie.

4. *Mineure en science politique* : La mineure en science politique vise à donner une formation de base solide, susceptible de favoriser la compréhension et l'analyse de l'action politique et sociale. Elle propose aux étudiantEs suivant un autre cursus en sciences humaines une formation générale aux méthodes des sciences sociales, tant qualitatives que quantitatives, associée à une connaissance des bases théoriques de la discipline.

5. *Mineure en sciences du sport et de l'éducation physique* : La mineure en sciences du sport et de l'éducation physique vise à donner aux étudiantEs des connaissances et des compétences de base en sciences du sport et de l'éducation physique. L'objectif est que l'étudiant puisse comprendre les conduites des pratiquants d'activités physiques et sportives tant sur le versant moteur, physiologique que psychologique ou sociologique. Il s'agit également d'acquérir une culture de base sur les institutions, l'histoire, l'anatomie ou la traumatologie, qui permette de bien comprendre le phénomène sportif selon ses diverses dimensions. La mineure

en Sciences du sport propose une formation de 60 crédits à partir d'une sélection de cours proposés dans le Bachelor en sciences du sport et de l'éducation physique à l'exception des activités physiques et sportives.

6. *Mineure « projet personnel »* : Cette mineure permet aux étudiantEs de mettre en oeuvre un projet de formation personnel, complémentaire au champ d'études de leur majeure, qui n'est pas proposé dans le cadre des mineures actuellement offertes. La mineure «Projet personnel» ne peut pas être utilisée pour valider un cursus antérieur, mais elle peut toutefois tolérer qu'une partie d'enseignements suivis antérieurement soit incluse dans le projet.

7. *Mineure en sciences des religions (Faculté de théologie)* : La mineure en sciences des religions vise à donner aux étudiantEs des connaissances et des compétences de base en histoire et sciences des religions.

8. *Mineure en géographie (Faculté des Géosciences et Environnement)* : La Faculté des géosciences et de l'environnement offre aux étudiantEs de la Faculté des lettres et de la Faculté des sciences sociales et politiques la possibilité de suivre une formation en Géographie comme discipline externe.

Perspectives académiques

Le baccalauréat universitaire avec une majeure en sciences sociales donne accès à toutes les maîtrises universitaires en sciences sociales de l'Université de Lausanne et du réseau universitaire en sciences sociales de Suisse romande. En règle générale le bachelor est reconnu dans les autres universités suisses et, en principe, dans les autres universités européennes.

Le Master en Sciences sociales et écoles doctorales

La maîtrise universitaire en sciences sociales (dès 2007) est conçue comme un cycle de formation et de spécialisation de 90 crédits composé d'enseignements transversaux (30 crédits), d'enseignements

liés aux orientations spécifiques (30 crédits) et d'un mémoire de maîtrise (30 crédits). Elle offre des spécialisations orientées vers des activités professionnelles particulières. La maîtrise universitaire est une étape indispensable pour accéder aux études de 3^e cycle et au doctorat.

Les orientations spécifiques actuellement prévues sont les suivantes (sous réserve de modifications) :

- Anthropologie culturelle et sociale
- Psychologie sociale
- Sociologie de la communication et de la culture
- Politiques sociales et développement social
- Etudes genre
- Santé, sciences et médecine
- Parcours de vie
- Sciences sociales de l'éducation

La maîtrise universitaire en sciences sociales donne accès aux formations de 3^e cycle dans les domaines couverts par son programme d'études. Les écoles doctorales sont accessibles après l'obtention d'une maîtrise universitaire. Il existe actuellement des Ecoles doctorales dans les domaines suivants: Psychologie Sociale, Neurosciences, Sciences de l'éducation, Ethnologie/Anthropologie, Sociologie, Science politique, Parcours de vie.

Adresses et informations complémentaires

> Faculté des sciences sociales et politiques

Quartier UNIL-Dorigny

Anthropole

CH-1015 Lausanne

> Dario Spini, président de la commission pédagogique des sciences sociales : Dario.Spini@unil.ch

> Isabelle Genton Schmitt, Cheffe de projet Bologna : Isabelle.Genton@unil.ch

> Marie-Christelle Pierlot, Secrétariat du cursus : secretariatSSP@unil.ch

> Sophie Besson, Conseillère aux études en sciences sociales : Sophie.Besson@unil.ch

> Compléments d'information sur le cursus et règlement : Site web de la Faculté des sciences sociales et politiques: www.unil.ch/ssp

> Informations générales sur les études et débouchés, aide à l'orientation : Service d'orientation et conseil: www.unil.ch/soc

Universität Luzern

Orlando Budelacci, Soziologisches Seminar

Die Bachelorstudiengänge im Überblick

Am Soziologischen Seminar der Universität Luzern kann seit 2003 der Bachelorabschluss in zwei unterschiedlichen Formen erworben werden: im Rahmen eines Fachstudiums als Bachelor in Soziologie und im Rahmen eines integrierten Studienprogramms als Bachelor in Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften.

Der Bachelorstudiengang «Soziologie»

Soziologie versteht sich als ein gesellschaftswissenschaftliches Grundlagenstudium. Folgende Schwerpunkte prägen die Forschung und Lehre des Soziologischen Seminars: Soziologische Theorien, Methoden der empirischen Sozialforschung, Kommunikation und Kommunikationsmedien, Weltgesellschaft, Organisationen, Analyse der Funktionsbereiche der modernen Gesellschaft (insbesondere Wirtschaft, Wissenschaft, Massenmedien, Politik, Religion). Das Grundlagenstudium vermittelt Basiswissen über die (Welt-)Gesellschaft sowie Kenntnisse der Methoden der empirischen Sozialforschung. Die thematischen Schwerpunkte vermitteln spezifisches Wissen in den zentralen Bereichen der modernen Gesellschaft. In Luzern Soziologie zu studieren bedeutet ein forschungsnahes, an der Vermittlung reflexiver Fähigkeiten orientiertes Ausbildungskonzept, das auch die neuen technischen Möglichkeiten des E-Learnings berücksichtigt. Soziologie kann mit den Studiengängen aller drei Fakultäten der Universität Luzern kombiniert werden: der Theologischen Fakultät, der Geisteswissenschaftlichen Fakultät,

tät, zu der die Soziologie selbst gehört, und der Rechtsfakultät – Soziologie kann in Luzern auch mit doppeltem Nebenfach Recht studiert werden. Die zu wählenden Nebenfächer können auch an jeder anderen Schweizer Universität belegt werden (soweit Konventionen bestehen).

Der Bachelorstudiengang «Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften»

Ein interdisziplinäres Kooperationsprojekt – bislang einmalig in der Schweiz

Der Integrierte Studiengang «Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften» konzentriert sich einerseits auf ein gesellschaftswissenschaftliches Grundlagenprogramm und andererseits auf die beiden thematischen Schwerpunkte «Kommunikation und Kommunikationsmedien» und «Organisationen». Der Studiengang, der nicht mehr in Haupt- und Nebenfächer aufgeteilt ist, ist als interdisziplinäres Kooperationsprojekt konzipiert: die thematischen Schwerpunkte werden umfassend, aus einer integrativen gesellschaftswissenschaftlichen Optik, betrachtet, wobei insbesondere soziologische, politikwissenschaftliche und historische Akzente gesetzt werden. Der Studiengang wird organisatorisch vom Soziologischen Seminar der Universität Luzern betreut und in Zusammenarbeit mit den weiteren Seminaren der Geisteswissenschaftlichen Fakultät der Universität Luzern (Geschichte, Philosophie, Religionswissenschaft/Judaistik, Politikwissenschaft) durchgeführt.

Unterschiede zwischen Bachelor- und Masterstufe: zunehmende Interdisziplinarität – Basiswissen und Spezialisierung

Interdisziplinarität ist anspruchsvoll. Ähnlich wie beim Erlernen von Sprachen ist zunächst die gute Beherrschung einer bestimmten Sprache die Voraussetzung für das Erlernen weiterer Sprachen. Entsprechend nimmt die interdisziplinäre Vernetzung mit dem Fortschreiten des Studiengangs zu. Die Bachelorstufe dient der Grundlegung; hier steht die gesellschaftswissenschaftliche Kompo-

nente (soziologisch und politikwissenschaftlich) im Vordergrund, während medienhistorische und kulturwissenschaftliche Bezüge im Ergänzungsbereich des Programms platziert sind. Die anschliessenden Masterprogramme hingegen unterscheiden nicht mehr zwischen gesellschaftswissenschaftlichem Kernbereich und kulturwissenschaftlichem Ergänzungsbereich, sondern fokussieren das Schwerpunktthema des Masters jeweils gleichzeitig und umfassend in seinen soziologischen, politikwissenschaftlichen und historischen Bezügen – also aus umfassend gesellschafts- und kulturwissenschaftlicher Perspektive. Ein über erste Basiskenntnisse hinausgehendes, anspruchsvolles Ausbildungsprogramm kann erst mit dem Master abgeschlossen werden. Die Fortsetzung des Studiums auf Masterstufe wird entsprechend empfohlen. Die Masterstufe umfasst – neben dem im Fachstudium angebotenen Masterstudiengang in Soziologie – die drei spezialisierenden Programme:

- Master of Arts (MA) «Vergleichende Medienwissenschaft» des Studiengangs Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften
- Master of Arts (MA) «Organisation und Wissen» des Studiengangs Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften
- Master of Arts (MA) «Weltgesellschaft und Weltpolitik» des Studiengangs Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften

Die Leitlinien des Programms: Gesellschaft – Kommunikationsmedien – Organisationen

Kommunikation, Kommunikationsmedien und Kommunikationstechnologien sind zu dominanten Phänomenen der modernen Gesellschaft geworden. Um bedeutungsvolle gesellschaftliche Trends und Phänomene wie beispielsweise Migrationsprozesse, Konflikteskalationen, das Funktionieren von Kommunikationsnetzen und soziale Bewegungen verstehen und analysieren zu können, muss auf die Rolle von Kommunikationsmedien im Rahmen einer sich in Funktionsbereiche ausdifferenzierenden Weltgesellschaft Bezug genommen werden. Dabei

ist ein umfassender gesellschaftswissenschaftlicher Zugang erforderlich, der aktuelle Trends historisch rekonstruiert und diese als Grundlage für die Einschätzung möglicher Entwicklungen nutzen kann. Das Bachelorprogramm «Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften» orientiert sich entsprechend an vier Schwerpunktbereichen bzw. ist in vier Module gegliedert:

- *Gesellschaftswissenschaftliche Grundlagen:* Hier steht die Vermittlung von gesellschafts- und kommunikationswissenschaftlichem Grundlagenwissen im Vordergrund. Die thematischen Schwerpunkte des Programms (Kommunikationsmedien, Organisationen) werden grundsätzlich immer in Bezug zur Gesamtgesellschaft gesetzt (Medienwandel und Wandel der Gesellschaft; Organisation und Gesellschaft). Dazu bedarf es nicht nur guter Kenntnisse über die neuesten Entwicklungen theoretischer Modelle der Gesellschaft und der Kommunikation; sondern auch methodischer Fähigkeiten, die in einem einführenden Grundprogramm in Techniken der empirischen Sozial- und Kommunikationsforschung vermittelt werden.
- *Kommunikation und Kommunikationsmedien:* Auch hier steht die Vermittlung von Basiswissen im Vordergrund: Wissen über Kommunikationsmodelle und Medientheorien sowie Wissen über den Zusammenhang von Medieninnovation und gesellschaftlichem Wandel. Besondere Schwerpunkte sind: Visualität und visuelle Kommunikation (mit film- und kunsthistorisch ergänzenden Veranstaltungen); Mediengeschichte; Medienwirkungen; (Massen-)Medien und Politik; (Massen-)Medien und Wissenschaft; (Massen-)Medien und Organisationen, wobei insbesondere wirtschaftliche und politische Organisationen, aber auch NGO's und NPO's im Vordergrund stehen.
- *Organisationen:* Inhaltlich geht es hier um Aspekte der Reform- und Innovationsfähigkeit von Organisationen, um Probleme sozialer Ungleichheit und Diskriminierung in Organisatio-

nen und um spezielle Herausforderungen bestimmter Organisationen in den gegenwärtigen Gesellschaften. Einen weiteren Schwerpunkt bilden organisationsinterne und zwischenorganisatorische Themenstellungen. Insbesondere werden hier Kommunikationsstrukturen und Formen der Öffentlichkeitsarbeit, Prozesse der Informationsverarbeitung und Entscheidungsfindung sowie Veränderungen vorherrschender Kooperationsweisen behandelt.

- *Kulturwissenschaften:* Kulturwissenschaftliche Veranstaltungen ergänzen das Programm und sollen einen ersten Einblick in die Möglichkeiten und Chancen interdisziplinärer Orientierung bieten. Das kulturwissenschaftliche Ergänzungsprogramm wird in Zusammenarbeit mit den anderen Seminaren der Fakultät angeboten (Geschichte, Philosophie, Religionswissenschaft/Judaistik).

Lehrformen und Ausbildungsziele

Das Bachelorprogramm beginnt mit einem deutlich strukturierten Einführungsprogramm, das bis tief ins zweite und zum Teil ins dritte Studienjahr hineinreicht. Mit fortschreitendem Studium findet ein kontinuierlicher Übergang zu immer deutlicher forschungsnahen Lehrformen statt.

Praxisveranstaltungen

Das Bachelorprogramm «Gesellschafts- und Kommunikationswissenschaften» ist als Grundlagenprogramm konzipiert, das sich als solide Basis für anschließende Spezialisierungen auf Masterstufe eignet. Entsprechend ist erst im Masterprogramm die Möglichkeit einer spezifischen berufspraktischen Anbindung (Praktika) vorgesehen (Forschungs-Praxis-Modul). Bereits im Bachelorprogramm wird allerdings eine Vielzahl von Praxisveranstaltungen angeboten, die erste Einblicke in berufspraktische Felder bieten sollen.

Methoden

Die Methodenausbildung auf der Ebene der Bachelorstufe vermittelt den Studierenden die theoretischen und praktischen Grundlagen zur Konzeption, Durchführung und Bewertung von empirischen Arbeiten. Dabei werden im Sinne einer breiten Vermittlung methodischer Kompetenzen die beiden dominanten Forschungsparadigmen gleichwertig berücksichtigt, so dass die Studierenden sowohl standardisierte («quantitative») als auch nicht-standardisierte («qualitative») Methoden kennen und anwenden lernen.

Berufsmöglichkeiten

Das generalistisch angelegte Bachelorprogramm vermittelt Basiswissen und erste grundlegende Fähigkeiten. Das anschliessende Masterstudium vermittelt thematisch spezialisiertes Wissen, aber auch die Fähigkeit zur anspruchsvollen Vernetzung von interdisziplinären theoretischen Wissensbeständen, methodischen Kenntnissen und berufsprofilierenden Umsetzungen. Die thematischen Schwerpunkte Organisationen und Kommunikation/Kommunikationsmedien weisen dabei auf die spezifischen Berufsprofile hin: Tätigkeiten in der Medienindustrie wie Programmgestaltung, Herausgeber, Journalismus etc.; Unternehmens- und Organisationskommunikation; Public Relations; interne Kommunikation in Unternehmen und Organisationen.

Adressen und weitere Informationen

- > Soziologisches Seminar, Universität Luzern
Kasernenplatz 3, Postfach 7455, 6000 Luzern 7
- > Orlando Budelacci, Studiengangmanager:
orlando.budelacci@unilu.ch
- > Alexandra Kratzer, Sekretariat:
alexandra.kratzer@unilu.ch
- > Soziologisches Seminar: www.unilu.ch/sozsem

Universität de Neuchâtel

Christian Suter et Gaël Curty, Institut de sociologie

L'introduction du Baccalauréat universitaire dans le contexte neuchâtois

Le Baccalauréat universitaire (BA) en sociologie de l'Université de Neuchâtel a été mis en application durant la rentrée d'octobre 2005 pour les étudiant-e-s inscrit-e-s en première et deuxième année à ce moment-là. En ce qui concerne la Maîtrise universitaire (MA), cette formation débutera en 2007 et les premiers étudiant-e-s en possession d'un titre de Baccalauréat pourront alors s'y inscrire. Ce passage du système de licence au système dit « de Bologne » a été marqué dans le cadre de notre Université par un processus de réforme assez conséquent pour la branche de la sociologie.

Ce processus a commencé par une consolidation du pôle des sciences sociales avec la création de la Maison d'analyse des processus sociaux (MAPS) qui réunit les instituts de sociologie, d'ethnologie, de géographie, de psychologie/sciences de l'éducation, ainsi que le Forum suisse d'étude des migrations et de la population, autour de la thématique de la circulation des personnes, des richesses et des connaissances. Afin de renforcer la transdisciplinarité de la MAPS, deux nouvelles chaires transversales y ont été associées. Le but de la création de la MAPS est de renforcer l'interdisciplinarité à différents niveaux : création et suivi des projets de recherche transdisciplinaires, mise en place d'un programme doctoral orienté vers l'interdisciplinarité, et définition de la structure de la Maîtrise universitaire à partir d'un tronc commun de cours transversaux et des spécialisations disciplinaires. Cette structure permet de former des étudiants aux concepts et méthodes des disciplines sœurs en sciences humaines et sociales, tout en gardant un ancrage fort en sociologie.

Toujours dans l'esprit de cette réforme et lié à la création de la MAPS, l'Institut de sociologie s'est déplacé de la Faculté des Sciences Economiques vers la Faculté des Lettres et Sciences Humaines

(octobre 2005) en intégrant toutefois le groupe de recherche en économie territoriale. Tout en gardant sa tradition de recherche orientée vers la sociologie économique, la sociologie neuchâteloise a, dès aujourd'hui, des liens plus forts avec les autres disciplines sœurs – études des migrations, géographie humaine, ethnologie – qu'elle a rejointes dans le cadre de la MAPS. Dans cet esprit interdisciplinaire, l'Université de Neuchâtel offre la possibilité aux étudiant-e-s en Baccalauréat universitaire en lettres et sciences humaines (Bachelor of Arts) de choisir entre deux modalités, soit de combiner la sociologie avec une autre discipline principale (modèle 90/90 crédits), soit de la combiner avec deux autres disciplines (modèle 70/70/40 crédits).

Structure et organisation du Baccalauréat universitaire

La structure des études de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines à Neuchâtel se conforme aux principes de la « Déclaration de Bologne ». Les prestations des étudiant-e-s une fois évaluées, donnent lieu à des crédits. Le BA s'obtient par l'acquisition de 180 crédits, répartis sur trois ans, à savoir 60 crédits par année. Le BA à Neuchâtel est composé, pour la sociologie, de deux ou trois « piliers », soit disciplines, selon les deux modèles illustrés ci-dessous (90/90 crédits ou bien 70/70/40 crédits) au choix de l'étudiant-e. Dès lors, l'étudiant-e peut opter pour l'étude de la sociologie comme branche principale (soit à 90 soit à 70 crédits) ou comme

branche secondaire (40 crédits). La variante de 90 crédits comprend les cours de l'option de 70 crédits auxquels s'ajoutent 20 crédits de renforcement. La majorité des étudiant-e-s combine la sociologie avec la géographie, l'ethnologie, le journalisme et la communication, la psychologie et les sciences de l'éducation. Il est également possible de combiner la sociologie avec d'autres disciplines de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines, telle que l'histoire ou les langues et la littérature ou avec des disciplines hors faculté, notamment l'économie, la statistique, l'informatique ou la biologie.

Orientation théorique, méthodologique et thématique

Le plan d'étude de notre BA est marqué par une orientation générale sans imposer aux étudiant-e-s une spécialisation thématique, théorique ou méthodologique. Le but du baccalauréat en sociologie est de transmettre des connaissances de base, de stimuler l'imagination sociologique et la réflexion théorique, de mettre à disposition les outils méthodologiques, théoriques et pratiques, pour aboutir aux savoir-faire indispensables en sciences sociales.

Dans ce souci de polyvalence, le cursus en sociologie comme branche principale (70, voire 90 crédits) propose une structure tripartite à la fois théorique, méthodologique et pratique. La partie théorique est constituée de cours traitant des théories sociologiques classiques et contem-

Modèle à trois disciplines (70/70/40)				Modèle à deux disciplines (90/90)			
	Pilier 70 crédits (ex. sociologie)	Pilier 70 crédits (ex. ethnologie)	Pilier 40 crédits (ex. statistique)		Pilier 90 crédits (ex. sociologie)	Pilier 90 crédits (ex. ethnologie)	
3 ^{ème} année	20 crédits	20 crédits	20 crédits	3 ^{ème} année	30 (20+10 renf) crédits	30 (20+10 renf) crédits	
2 ^{ème} année	20 crédits	20 crédits	20 crédits	2 ^{ème} année	30 (20+10 renf) crédits	30 (20+10 renf) crédits	
1 ^{ère} année	30 crédits	30 crédits		1 ^{ère} année	30 crédits	30 crédits	

poraines (1^{ère} et 2^{ème} année ; totalisant 15 crédits) auxquels s'ajoutent des cours sur des thématiques particulières (6 cours sur trois ans valant 25 crédits) sur l'économie politique, l'inégalité sociale, l'Etat providence, la sociologie politique et les mouvements sociaux, les migrations, le pouvoir et la sociologie du sport. Au niveau méthodologique, des cours d'introduction (1^{ère} année) et des cours spécialisés (2^{ème} année) sur les méthodes qualitatives et quantitatives de collecte et d'analyse des données sont dispensés. Quant au niveau empirique, les étudiant-e-s ont plusieurs opportunités d'appliquer leurs acquis méthodologiques et théoriques dans les travaux pratiques et les séminaires qualitatifs et quantitatifs (3^{ème} année) : mise en place d'une recherche sociologique, élaboration de questionnaires, usage des statistiques, interprétation des interviews qualitatifs, analyse de documents et de discours (30 crédits).

Le renforcement (20 crédits) offre aux étudiant-e-s ayant choisi la sociologie selon le modèle de deux branches principales à 90 crédits l'opportunité d'approfondir la sociologie économique avec notamment des cours d'économie institutionnaliste et territoriale. De plus, ce renforcement propose aux étudiant-e-s de compléter leurs orientations personnelles avec des cours à choix en sociologie (comme par exemple en sociologie de l'image, études genre, sociologie politique, sociologie des migrations) ou dans des branches voisines.

La branche secondaire en sociologie (40 crédits) comprend l'offre des cours théoriques en sociologie classique et contemporaine (15 crédits), une introduction aux méthodes en sciences sociales (5 crédits) et plusieurs cours, partiellement à choix, de sociologie thématiques (20 crédits).

La Maîtrise universitaire en sociologie à l'Université de Neuchâtel : Spécialisation et transdisciplinarité

La Maîtrise universitaire en lettres et sciences humaines avec la sociologie comme branche principale est ancrée dans la structure interdisciplinaire de la

Maison d'analyse des processus sociaux (MAPS) et constitue une offre solide, originale et spécifique à l'Université de Neuchâtel. Cette Maîtrise se compose d'un tronc commun transversal et des spécialisations disciplinaires en sociologie, anthropologie, géographie, psychologie et sciences de l'éducation et très probablement en études des migrations et relations interculturelles.

Le cursus de la Maîtrise repose sur un double constat : d'une part, celui de la relativité des frontières disciplinaires et du caractère convergent dans les sciences sociales de très nombreuses thématiques et, d'autre part, de la nécessité de clarifier les apports et les approches spécifiques de ces différentes disciplines à l'analyse de ces mêmes thématiques. C'est la raison pour laquelle cette maîtrise propose un tronc commun (de 30 crédits sur un choix de cours cumulant 60 crédits) composé d'enseignements thématiques, transversaux aux disciplines concernées. Ces enseignements sont de deux types. Premièrement, orientés sur l'analyse de processus sociaux (en général ex-cathedra) et donnés par des enseignant-e-s de ces différentes disciplines. Secondement, orientés vers des méthodes, des terrains et des réflexions épistémologiques (en général de type séminaire ou atelier) et donnés, le plus souvent possible, par plusieurs enseignant-e-s de différentes disciplines.

Ce tronc commun accompagne la spécialisation en sociologie définie à 60 crédits avec la possibilité de compléter cette formation avec un renforcement de 30 crédits pris dans d'autres universités suisses ou étrangères (pour les étudiant-e-s désirant une Maîtrise à 120 crédits). Les 60 crédits de la spécialisation en sociologie sont répartis sur trois modules : analyse des transformations socio-économiques (15 crédits), méthodes d'analyse empirique (15 crédits) et mémoire en sociologie (30 crédits).

Ecole doctorale

En collaboration avec les universités de Fribourg, Lausanne et Genève, l'institut de sociologie de l'Université de Neuchâtel propose une formation

doctorale. Alliant la formation et la recherche, le Programme Doctoral Romand en Sociologie 2005–2008 (EDRS) s'adresse prioritairement aux doctorant-e-s en sociologie qui, titulaires d'un Diplôme d'études approfondies (DEA) ou d'une maîtrise dans la discipline, se destinent à poursuivre une carrière dans la recherche et l'enseignement publics ou privés.

Adresses et informations complémentaires

- > Institut de sociologie, Université de Neuchâtel
Faubourg de l'Hôpital 27, 2000 Neuchâtel
- > Christian Suter, professeur et responsable du Baccalauréat universitaire : christian.suter@unine.ch
- > Gaël Curty, assistant et personne de contact :
gael.curty@unine.ch
- > Institut de Sociologie : www.unine.ch/socio/
- > Université de Neuchâtel : www.unine.ch
- > Plan d'études : http://www2.unine.ch/webdav/site/lettres/shared/documents/plans_etudes/sociologie.pdf
- > Règlement d'études et d'examens:
<http://www2.unine.ch/juridique/page4266.html>

Universität Zürich

Susanne Fischer, Peter-Ulrich Merz-Benz und Marc Szydlík, Soziologisches Institut

Das Studium im Überblick

An der Philosophischen Fakultät der Universität Zürich beginnt das Bachelorstudium im Wintersemester 2006/07, das Masterstudium im Wintersemester 2008/09. Die früheren Lizentiat-Studiengänge laufen damit aus. Wir bieten den Studierenden ein theoretisch und empirisch anspruchsvolles Studium nach einem Y-Modell: In den ersten Semestern erfolgt eine kanonisierte Grundausbildung in soziologischer Theorie und empirischer Sozialforschung. Dies beinhaltet Vorlesungen (mit Klausuren), aber insbesondere auch praktische Übungen. Danach können die Studierenden ihre bis dahin entwickelten spezifischen Interessen verfolgen. Dabei streben wir an, vor

allem in unseren (Haupt)Seminaren der Bandbreite des Faches Soziologie gerecht zu werden.

Nach dem Bachelor gehen die Studierenden, falls gewünscht, in das Masterstudium über, das wir prinzipiell als Forschungsstudium konzipieren. Die Studierenden sind dabei angehalten, unter intensiver Betreuung ein eigenständiges empirisches Forschungsprojekt durchzuführen, das zunächst in eine Forschungsarbeit mündet. Die anschließende Masterarbeit kann auf dieser aufbauen. Wichtig sind uns hier neben einem fundiertem theoretischen Wissen nicht zuletzt Kenntnisse und Fähigkeiten in den Methoden der empirischen Sozialforschung. Mindestens eine multivariate Analyse ist gefordert, qualitative Verfahren sind ebenfalls möglich.

Im Folgenden beschreiben wir Ziele und Regularien der neuen Studiengänge.

Das Bachelor- und Masterstudium an der Philosophischen Fakultät

An der Universität Zürich gehört die Soziologie zur Philosophischen Fakultät. Ein Studiengang an der Philosophischen Fakultät umfasst entweder zwei Hauptfächer oder ein Hauptfach und ein bzw. zwei Nebenfächer. Die Fächer können das erste Studienjahr des Bachelorstudiums als Assessmentstufe ausgestalten. Ein Ziel ist es hierbei, die Studieneignung der Studierenden festzustellen. Die Assessmentstufe umfasst ein Drittel der Kreditpunkte des jeweiligen Faches. Des Weiteren sind die Fächer in Module gegliedert. Es wird zwischen den folgenden Modultypen unterschieden:

- Pflichtmodul: Modul, das für alle Studierenden eines Faches obligatorisch ist.
- Wahlpflichtmodul: Modul, das in einer vorgegebenen Anzahl aus einer vorgegebenen Liste auszuwählen ist.
- Wahlmodul: Modul, das aus dem Angebot eines Faches oder einer Fächergruppe frei wählbar ist.

- Modul aus dem «studium generale»: Modul, das aus dem Angebot der gesamten Universität von den Studierenden frei wählbar ist.

Die Kreditpunktzahlen für die verschiedenen Modulelemente (Vorlesung, Seminar, Übung etc.) werden von der Philosophischen Fakultät festgelegt. Bei ungenügenden Leistungen in Pflichtmodulen kann derselbe Leistungsnachweis nur einmal wiederholt werden. Es sind keine Kompensationsmöglichkeiten für ungenügende Leistungen vorgesehen. Im Bachelorstudium müssen mindestens 30 und im Masterstudium mindestens 50 Prozent der Kreditpunkte benotet sein. Welche Punkte benotet werden, regeln die einzelnen Fächer in ihren Studienordnungen. Die Bachelor- und Masterabschlussnote ergibt sich aus dem nach Kreditpunkten gewichteten Mittel der benoteten Module.

Das Bachelorstudium am Soziologischen Institut

Struktur und Organisation

Soziologie kann als Hauptfach (120 Kreditpunkte), als «Grosses Nebenfach» (60 Kreditpunkte) oder als «Kleines Nebenfach» (30 Kreditpunkte) studiert werden. Das Bachelorstudium Soziologie besteht aus einer Assessmentstufe (Hauptfach) bzw. Einführungsstufe (Nebenfach) von zwei Semestern, gefolgt von einer Aufbau- bzw. Qualifikationsstufe von vier Semestern. Auf der Assessmentstufe erwerben die Studierenden in Pflichtmodulen Grundkenntnisse der Soziologie. Auf der Qualifikationsstufe verbreitern und vertiefen die Studierenden ihre Kenntnisse und Fähigkeiten. Diese Stufe besteht aus Pflicht-, Wahlpflicht- und Wahlmodulen sowie Modulen aus dem «studium generale».

Theoretische, methodische und thematische Orientierung

Die Soziologieausbildung in Zürich ist in erster Linie davon bestimmt, möglichst vielseitig verwendbares Wissen und darauf aufbauende Fähig-

keiten zu vermitteln. Es wird daher ein allgemeiner Bachelor angeboten, d.h., es wird keine inhaltliche Spezialisierung vorgegeben, sondern dies soll individuell erfolgen. Das Lehrangebot wird so gestaltet, dass es die Breite des Faches Soziologie repräsentiert.

Den Studierenden mit Soziologie im Hauptfach werden Grundbegriffe, Gegenstandsbereiche und allgemeine soziologische Theorien – Theorien sozialen Handelns ebenso wie Theorien sozialer Systeme – vermittelt. Ferner erwerben die Studierenden Kenntnisse in speziellen soziologischen Gebieten einschliesslich der entsprechenden Theorien und Forschungsansätze. Einen weiteren Schwerpunkt des Bachelorstudiums stellen die Methoden der empirischen Sozialforschung dar, insbesondere der Techniken und Probleme der Datenerhebung, -verarbeitung und -analyse. Zum Kernbereich der Ausbildung in empirischer Sozialforschung zählen quantitative Methoden, welche grösstenteils als Pflichtmodule angeboten werden. Im Rahmen von Wahlmodulen sind Spezialisierungen möglich, wobei die Studierenden Module aus drei Spezialisierungsschwerpunkten wählen können: Statistik, qualitative Sozialforschung und Inhaltsanalyse.

Aufbau des Bachelorstudiums im Hauptfach Soziologie

Das Bachelorstudium besteht aus Pflicht-, Wahlpflicht und Wahlmodulen. Welche Pflicht- und Wahlpflichtmodule auf der Assessment- und auf der Aufbau- bzw. Qualifikationsstufe zu absolvieren sind, wird aus der Tabelle ersichtlich.

Auf der Aufbau- bzw. Qualifikationsstufe (3. – 6. Semester) müssen neben den Pflicht- und Wahlpflichtmodulen Wahlmodule im Umfang von 27 Kreditpunkten absolviert werden. In diesen Wahlmodulen werden den Studierenden sowohl spezielle soziologische Gebiete als auch vertiefte Kenntnisse und Fähigkeiten in quantitativen und qualitativen Forschungsmethoden vermittelt. Ferner sind auf dieser Stufe Module ausserhalb des Soziologischen Institutes im Umfang von 12

Bachelor, Hauptfach (120 Kreditpunkte; Richtstudiengang)

Sem.	Pflicht-Module und deren Veranstaltungen	benotet	KP
Assessmentstufe			
1./2. WS/SS	Einführung in die Soziologie: Soziologische Theorien, Grundbegriffe, Gegenstandsbereiche <ul style="list-style-type: none"> • Einführung in die Soziologie: Grundbegriffe, Gegenstandsbereiche und Forschungstraditionen I • Einführung in die Soziologie: Soziologische Theorien I • Einführung in die Soziologie: Grundbegriffe, Gegenstandsbereiche und Forschungstraditionen II • Einführung in die Soziologie: Soziologische Theorien II 	ja	12
1./2. WS/SS	Einführung in die Soziologie: Soziologische Forschung <ul style="list-style-type: none"> • Empirische Sozialforschung I • Empirische Sozialforschung II • Statistik I 	ja	12
1./2. WS/SS	Soziologische Fragestellungen: Theorie <ul style="list-style-type: none"> • Proseminar über soziologische Fragestellungen 	nein	6
2. SS	Soziologische Fragestellungen: Forschung <ul style="list-style-type: none"> • Proseminar zur soziologischen Forschung 	nein	9
Aufbau- bzw. Qualifikationsstufe			
3./4. WS/SS	Forschungsmethoden <ul style="list-style-type: none"> • Methodenpraktikum I • Methodenpraktikum II • Statistik II 	nein	20
3./4. WS/SS	Wissen und Gesellschaft <ul style="list-style-type: none"> • Wissen und Gesellschaft I • Wissen und Gesellschaft II 	nein	4
Wahl-Pflicht-Module			
Aufbau- bzw. Qualifikationsstufe			
5./6.	zwei Seminare	ja	je 9

Kreditpunkten aus dem Angebot der gesamten Universität zu absolvieren.

Das Masterstudium am Soziologischen Institut

Da sich das Soziologiestudium als Qualifikation für verschiedenste Berufsrollen versteht, legt die Konzeption des Masterstudiums keine enge berufliche Ausrichtung fest. Wie das Bachelorstudium soll auch das Masterstudium möglichst vielseitig verwendbares Wissen und darauf aufbauende Fähigkeiten vermitteln. Es wird daher ein allgemeiner Master angeboten.

Das Masterstudium umfasst 120 Kreditpunkte und weist die Hauptfach-Nebenfach-Proportion von 90-30 oder 90-15-15 Kreditpunkten auf. Soziologie kann als Hauptfach (90 Kreditpunkte), als Grosses Nebenfach (30 Kreditpunkte) oder

als Kleines Nebenfach (15 Kreditpunkte) studiert werden.

Neben Ausbau und Vertiefung der im Rahmen des Bachelorstudiums erworbenen Kenntnisse und Fähigkeiten tritt für Hauptfachstudierende der Erwerb von Kompetenzen zur Planung und Durchführung eigener theoriegeleiteter empirischer Forschung hinzu. Wichtige Bestandteile des Masterstudiums sind eine Forschungs- und eine Masterarbeit. Gemäss der Rahmenordnung der Philosophischen Fakultät werden für die Masterarbeit 30 benotete Kreditpunkte vergeben. Das erste Masterstudium beginnt im Wintersemester 2008/09.

Regelwerke des Bachelor- und Masterstudiums

Das Bachelor- und Masterstudium am Soziologischen Institut der Universität Zürich sind in den folgenden Unterlagen geregelt:

- Rahmenordnung für das Studium in den Bachelor- und Masterstudiengängen an der Philosophischen Fakultät der Universität Zürich
- Studienordnungen für das Bachelor- und Masterstudium in Soziologie an der Philosophischen Fakultät der Universität Zürich
- Wegleitung für das Bachelor- und Masterstudium am Soziologischen Institut der Universität Zürich

Die Rahmenordnung enthält die allgemeinen Bestimmungen für das Studium in den Bachelor- und Masterstudiengängen an der Philosophischen Fakultät. In der Studienordnung werden Regelungen zu den einzelnen Haupt- und Nebenfächern beschrieben. In der Wegleitung werden wichtige (und häufig gestellte) Fragen rund um das Fachstudium beantwortet sowie fachspezifische Informationen zum Ablauf, zu den Veranstaltungen und allfälligen Besonderheiten beschrieben. Während die Rahmen- und Studienordnung rechtsverbindlich sind, hat die Wegleitung orientierenden Charakter.

Adressen und weitere Informationen

- > Universität Zürich, Soziologisches Institut
Andreasstrasse 15, 8050 Zürich
- > Susanne Fischer (bis 31.12.2006), wissenschaftliche Mitarbeiterin: fischer@soziologie.unizh.ch
- > Peter-Ulrich Merz-Benz, stellvertretender Institutsdirektor: merz-benz@soziologie.unizh.ch
- > Marc Szydlík, Institutsdirektor:
szydlík@soziologie.unizh.ch
- > Soziologisches Institut: www.suz.unizh.ch
Rahmen- und Studienordnungen:
www.phil.unizh.ch/studium/bachelor.html sowie
www.suz.unizh.ch/studium/bachelor
Wegleitung für das Bachelorstudium: www.suz.unizh.ch/studium/bachelor/Wegleitung-BAMA.pdf

Die Bachelor- und Masterstudiengänge aus studentischer Sicht

Vorstand soziologie.ch

Eine Reform ohne Studentinnen

Die Reform steht jetzt. Viel Arbeit ist geleistet worden. Der Weg hierhin sowie die Resultate sind jedoch aus studentischer Sicht – und, wie wir meinen, aus Sicht einer unabhängigen Soziologie – nicht zufrieden stellend.

Als die Ausarbeitung der Studienordnungen der Soziologie an der Tagesordnung stand, konnten sich Studentinnen und studentische Vertreter nur spärlich beteiligen. In Bern konnte eine Arbeitsgruppe mit Beteiligung der studentischen Fachschaft Vorschläge für eine Studienordnung ausarbeiten. Bei der etwas überstürzten Verfassung der definitiven Studienordnung wurden ihre Vorschläge kaum berücksichtigt und auf eine Rücksprache mit den Studentinnen verzichtet. Die Gründe für diesen Leerlauf liegen zumindest zum Teil darin, dass die Rahmenbedingungen von Seiten der Fakultät mehrmals geändert wurden. Enttäuschend verlief der Prozess in Zürich. Dort waren Mitglieder der studentischen Fachschaft zwar nominell in der entsprechenden Arbeitsgruppe vertreten, wurden jedoch an keine Arbeitssitzung eingeladen. Sie waren nur insofern in den Prozess eingebunden, als sie die ausgearbeiteten Dokumente teilweise vor ihrer Verabschiedung durch die Organe des Instituts und der Universität einsehen konnten. In Basel wiederum konnte eine studentische Vertreterin an den Verhandlungen teilnehmen, hatte jedoch kein Gewicht bei den Entscheidungen.

Den Studierenden wurde meist keine ernstzunehmende beratende Funktion, geschweige denn eine Stimme bei Entscheiden zugestanden. Der Prozess hätte auch viel mehr Partizipation bieten können, doch offenbar bilden die Pforten der Universität eine der Grenzen der schweizerischen Demokratie.

Hergebrachte Inhalte

An den meisten Instituten wurde die Chance zu einer Reform von Inhalten und Lehrstrategien weitgehend verpasst. Den bisherigen Veranstaltungen wurde eine ECTS (European Credit Transfer and accumulation System) Punktzahl zugewiesen und unverändert in die neue Struktur eingepasst. Für dieses Umgiessen alten Weins wurde viel Aufwand betrieben, auch weil zahlreiche formale Bedingungen eingehalten werden mussten. Dennoch hätte mehr aus dem Reformprozess herausgeholt werden können, vielleicht auch, wenn etwas mehr Zeit dafür zur Verfügung gestanden hätte.

Methodenreflexion und -kritik fehlt etwa alenthalben. In Bern, wo einer der zwei Lehrstühle auf qualitative Forschung ausgerichtet ist, der andere auf quantitative, wurde es versäumt, in das neue Curriculum Veranstaltungen zu integrieren, die diese Trennung überwinden. Auch in Zürich, wo eine weitgehende Trennung mit starker Konzentration auf das Quantitative herrscht, wurden keine entscheidenden Fortschritte erzielt. In Basel scheint sich in dieser Hinsicht etwas zu bewegen. Eine ernstzunehmende Reform wäre es gewesen, wenn diese veraltete Trennung einer Lehrpraxis gewichen wäre, die die Begrenzungen und gegenseitigen Abhängigkeiten dieser zwei methodologischen Positionen thematisiert.

Geklonte Studentinnen?

Im Einführungsstudium kann die Vorgabe eines obligatorischen Kanons sinnvoll sein – was dazu gehören soll, müsste diskutiert werden. Zumindest nach dem ersten Jahr jedoch wird die inhaltliche Freiheit der Studentinnen unnötig eingeengt. Freiwillige, selbst organisierte Lehr- und Lernformen werden einen schweren Stand haben. Auch wenn es unzeitgemäss erscheint, müsste an der Universität weiter Lernen und Forschen möglich sein, die unabhängig, auch unbeliebt ist. Je mehr die Studentinnen einen Regellehrplan abarbeiten müssen, desto weniger haben sie die Möglichkeit, eigene Positionen zu entwickeln.

In Basel, Bern und Genf ist der Anteil obligatorischer Veranstaltungen in den neuen Studiengängen grösser als bisher, was bedeutet, dass Studentinnen sich weniger Gedanken darüber machen müssen, was sie studieren. In Bern ist immerhin im bisher bereits stark verschulnten Einführungsstudium (die ersten zwei Semester) etwas mehr Gewicht auf die Sozialwissenschaften gelegt, sowie etwas mehr Wahlfreiheit gewährt worden. Die starke Strukturierung der Studiengänge dürfte kaum zu eigenständigem Denken beitragen. Das steht auch in Widerspruch zu einem zentralen Element des Studiums der Soziologie, der selbständigen Forschung. Soll diese Errungenschaft des Studiums nicht aufgegeben werden, ist die Fähigkeit, eigene Positionen zu beziehen und im weiten Feld der Soziologie persönliche Interessen zu etablieren von entscheidender Bedeutung. Der Schritt zum selbständigen Themensetzen, Motivieren und Forschen wird gewiss auch schwierig bleiben. Doch ist zu fragen, ob diese Schwelle leichter zu bewältigen sein wird, wenn die Studentinnen erst im Masterstudium damit konfrontiert werden und vorher möglichst wenig Entscheide über den Inhalt ihres Studiums treffen müssen.

Limitierte Flexibilisierung

Die starrere Struktur der neuen Studiengänge mit Buchung und Leistungsüberprüfung für jede Veranstaltung führt zu weiteren Problemen. Die zweistufigen Studiengänge sind in Wirklichkeit alle in drei Phasen unterteilt. Einem Einführungsstudium von zwei Semestern (in Basel Grundstudium, in Zürich Assessment genannt) folgt der Rest des Bachelorstudiengangs und schliesslich der Master. Für den Übergang zur nächsten Phase wird jeweils verlangt, dass die vorherige vollständig absolviert ist. In Zürich bedeutet das, dass eine Studentin, die zum Beispiel erst 54 Kreditpunkte statt der verlangten 60 des Einführungsstudiums erlangt hat, ein Semester warten muss, bis sie die eine Prüfung, die sie nicht bestanden hat, wiederholen kann. In Genf muss sie wie in Zürich ein Semes-

ter lang (in der Soziologie) ganz untätig bleiben. In dieser Zeit kann sie in Basel ein paar Punkte erwerben, nur in Bern ist die Studienordnung viel weniger restriktiv. Bei einem nicht ganz gelungenen Bachelorabschluss taucht dasselbe Problem wieder auf. Es ist nicht einzusehen, weshalb es Studentinnen verwehrt sein soll, weiterzustudieren, wenn sie bereits eine grosse Zahl (aber eben nicht alle) der verlangten Punkte schon erworben haben. Den studentischen Fachschaften erscheint diese Regelung als unnötig studienverlängernd wie auch sehr demotivierend für die Betroffenen.

In einem Bereich sind die neuen Studiengänge eher flexibler als ihre Vorgänger: bei den Nebenfächern. In Bern etwa ist es mit Bologna einfacher geworden, ausserfakultäre Nebenfächer zu belegen. In Zürich erhöht sich die Zahl der möglichen Nebenfächer. An allen Universitäten kann eine Studentin aus einer ganzen Reihe von Kombinationen wählen, von einem bis zu drei Nebenfächern. Zusätzlich können neben den Nebenfächern frei gewählte Veranstaltungen aus dem ganzen Angebot der Universitäten bis zu einer gewissen Punktzahl angerechnet werden. Wer sich also bisher aus reinem Interesse in Vorlesung der Theologie, der Linguistik oder der Mathematik gesetzt hat, kann sich nun dafür belohnen lassen – vorausgesetzt, sie besteht die Prüfung. Interessant ist auch die Lösung in Basel, das als Zweifächerstudium ausgelegt ist, mit zwei gleich grossen Fächern.

In einem weiteren Bereich wurde kein Fortschritt erzielt, dagegen aber ein grosser Rückschritt vermieden. Die Bestrafung von Langzeitstudentinnen ist zwar prinzipiell möglich, wurde aber ausser in Bern nicht eingeführt und auch dort eher wenig restriktiv. So sollte ein Studium auch arbeitstätigen Studentinnen oder solchen mit elterlichen Pflichten eher offen stehen.

Besseres Feedback für Studentinnen?

Die Tatsache, dass in Bolognastudiengängen alle Veranstaltungen auf die eine oder andere Weise geprüft werden, könnte positive Auswirkungen

haben. Nur dann allerdings, wenn Leistungsüberprüfungen dazu genutzt werden, den Studentinnen gehaltvolles Feedback zu geben. Insofern die Benotung eines Leistungsnachweises ohne Zweifel besser als die blosser Bewertung mit bestanden/nicht bestanden ist, wird Bologna zum Teil Verbesserungen mit sich bringen. Doch stellen auch Noten eher einen Minimalstandard dar. Neben der Art des Arbeitsprozesses selber ist die Art der Bewertung und Rückmeldung nach einem Leistungsnachweis von zentraler Bedeutung für den Fortschritt einer Studentin. Die Qualität des Feedbacks, das Studentinnen auf ihre Leistungen erhalten, hat sich z.B. in Zürich im Zuge der Instruktionsevaluation als ein zentrales studentisches Anliegen erwiesen. Proseminararbeiten etwa werden wegen fehlenden Ressourcen zum Teil von studentischen Tutoren korrigiert, statt dass zumindest Doktoranden diese wichtige Arbeit übernehmen würden. Von Beginn des Studiums weg sollen Studentinnen erfahren, was an ihren Leistungen gut war und wo sie weiterarbeiten müssen. Eine sorgfältige Bewertung und Besprechung einer studentischen Leistung motiviert auch und zeugt von Respekt gegenüber den Studentinnen. Wenn nun noch mehr Ressourcen in die Korrektur von Prüfungen gesteckt werden müssen, muss bezweifelt werden, dass Feedbacks, die den Studentinnen konkrete inhaltliche Anstösse für ihre eigene Entwicklung geben, häufiger werden.

Der grössere Aufwand für die Dozierenden stellt einen Anreiz dar, für die Prüfmethode entweder zu Multiple-Choice Prüfungen oder zur Abfrage von lexikalischem Wissen zu greifen. In begrenztem Masse kann das sinnvoll sein. Mündliche Prüfungen, Klausuren mit offenen Problemstellungen und besonders die schriftliche oder mündliche Darstellung selbst gewählter Themen bieten der Studentin jedes Mal eine Gelegenheit, sich selber zu überlegen, was eine soziologische Fragestellung ist und was nicht. Die knappen Fristen für die Eingabe der Ergebnisse in elektronische Verwaltungsdatenbanken verschärfen das Problem

weiter, da dadurch für die Bewertung weniger Zeit zur Verfügung steht.

Studentische (und soziale?) Mobilität

Bei der Einführung von Bologna wurde in der Kommunikation gegenüber den Studentinnen vor allem ein Punkt betont: die Mobilität zwischen Universitäten und Studiengängen würde bedeutend einfacher werden. Die Europäischen Kommission formuliert das so:

ECTS soll mehr Transparenz schaffen, Brücken zwischen den Hochschulen schlagen und den Studierenden ein größeres und interessanteres Studienangebot ermöglichen. Mit Hilfe der für das ECTS-System gemeinsam vereinbarten Bewertungsmittel (Anrechnungspunkte und Noten) können die Hochschulen die im Ausland erbrachten Studienleistungen wesentlich leichter anerkennen.²

Die Studienordnung der Universität Bern macht folgendes Versprechen:

Die Mobilität innerhalb der Universität Bern sowie zwischen der Universität Bern und anderen Universitäten wird deutlich erhöht.³

Seit 1992 ist es Studentinnen aus der Schweiz möglich im Rahmen des Austauschprogramms der EU, Erasmus, ein oder zwei Auslandssemester zu absolvieren. In Genf haben Studierende im Studiengang licence Punkte, die während ihrer Auslandssemester erworben wurden, im Bereich der frei wählbaren Veranstaltungen anrechnen können. Da mit dem Bachelorstudiengang, der im letzten Wintersemester eingeführt wurde, der Anteil der obligatorischen Veranstaltungen gestiegen ist, hat sich der Spielraum verringert und die Anrechnung von Punkten anderer Universitäten ist erheblich mühsamer geworden. Auch in Zürich sind solche Probleme zu erwarten, doch ist dies eines der vielen

weissen Flecken auf der BA/MA Landkarte, da das Institut noch nicht festgelegt hat, wieviele Punkte aus jedem Bereich zwingend in Zürich zu erwerben sind. Die Mobilität im Rahmen von Erasmus ist somit zumindest gegenwärtig erschwert worden, statt leichter zu werden. Besonders bei Aufenthalten von zwei Semestern ist es zweifelhaft, ob alle erworbenen Punkte angerechnet werden können. Dabei wird immer wieder von Studentinnen, die einen Austausch gemacht haben, als auch von den Verantwortlichen an den Universitäten betont, dass ein einziges Auslandssemester meist zu kurz ist, da sich Studentinnen in der neuen Lernumgebung und der neuen Sprache zuerst orientieren müssen.

Es ist auch denkbar, dass ein Erasmus Austausch während dem Masterstudium stattfinden könnte. Bei einer Studiendauer von drei Semestern in Bern und Genf ist jedoch nicht zu erwarten, dass der vorzuziehende zweisemestrige Auslandsaufenthalt sehr praktikabel sein wird. In Basel und Zürich, wo der Studiengang vier Semester dauert, ist dies vielleicht noch eher vorstellbar.

Mit dem BA/MA System eröffnet sich natürlich eine andere, vielleicht bedeutsamere Möglichkeit der studentischen Mobilität. Nach dem Bachelorabschluss kann der Masterstudiengang vollständig an einer anderen schweizerischen oder ausländischen Universität absolviert werden. Mit einem Schweizer Bachelor in Soziologie in der Tasche könnte man meinen, dass der Studentin die Wahl eines sie ansprechenden Masters irgendwo in Europa offen stehe. Dies wäre nun das Paradies der Mobilität, das im Vorfeld der BA/MA-Reform so oft suggeriert wurde. In Wirklichkeit ist es jedoch nicht einmal in der Schweiz Realität. Wer einen Soziologiebachelor aus Basel ihr eigen nennt, hat höchstens 105 Kreditpunkte in der Soziologie erworben. Für die Zulassung zum Masterstudiengang in Zürich wird jedoch ein Bachelor mit 120 Kreditpunkten aus der Soziologie verlangt – der Bachelor aus Basel wird in Zürich wahrscheinlich nicht anerkannt werden. Sogar ein Bachelor mit 120 Kreditpunkten könnte als Zulassung zum

2 Europäische Kommission (1998): ECTS Handbuch für Benutzer 31.3.1998. Verfügbar unter http://www.unige.ch/formev/ects/pdf/ects_guide_de.pdf.

3 Verfügbar unter http://www.work-wiso.unibe.ch/pdf/wiso_05-04-29_Bologna_Reform.pdf.

Master nicht genügen, wenn die absolvierten Kurse zu verschieden von denen in Zürich sind. Die Lösung, die Bern gewählt hat, scheint eher das Versprechen einzulösen. Ein Bachelor mit 60 Kreditpunkten aus der Soziologie ermöglicht die Aufnahme in den Masterstudiengang Soziologie, womit dieser auch für Studentinnen offen steht, die im Bachelor Soziologie als Nebenfach gewählt hatten. So wird auch Interdisziplinarität im Sinne der Mobilität zwischen (sozialwissenschaftlichen) Fächern gefördert. Eine sorglose, hürdenfreie Mobilität konnte in der Schweiz jedoch nicht geschaffen werden.

Möchte man ausserhalb der Schweizer Grenzen sein Master-Glück suchen, sind ebenfalls weiterhin Hürden zu überwinden. Jede Universität darf inhaltliche Forderungen an ausländische Bachelor stellen. Dennoch ist die Hoffnung berechtigt, dass die Vereinheitlichung der Abschlüsse und der Dokumentation der Studiendaten dazu führen könnte, dass Schweizer Studentinnen es im Ausland leichter haben werden als bisher, in einen Master- oder auch einen Doktorandenstudiengang einzusteigen. Die Frage muss aber gestellt werden, wer von dieser Art von Auslandstudium wird profitieren können. Bereits der Erasmusaustausch wird eher von Studentinnen in Anspruch genommen wurde, die aus sozioökonomisch besser gestellten Familien stammen.⁴ Dies obwohl im Rahmen des Erasmusprogramms Studentinnen fast immer ein Stipendium erhalten (das aber nur einen Teil der Lebenskosten decken kann). Wenn es nun einerseits schwieriger wird, mit Erasmus ein Jahr im Ausland zu studieren, andererseits der Master im Ausland selber finanziert werden muss, dürfte die studentische Mobilität in Zukunft noch stärker privilegierten Studentinnen vorbehalten bleiben. Das Resultat der Reform könnte eine Verminde-

rung der Mobilität von Schweizer Studentinnen sein oder zumindest eine Verstärkung der in der Schweiz recht ausgeprägten sozialen Ungleichheit in Bezug auf Bildungschancen sein. Soll die studentische Mobilität tatsächlich gefördert werden und zwar ohne dass die bereits vorhandenen sozialen Ungleichheiten zementiert werden, müssten Stipendien geschaffen werden für Studentinnen, die ihren Master im Ausland erwerben wollen.

Beginnen wir mit der Reform

Die Reform steht jetzt. Manche fragen sich, ob der grosse Aufwand, der investiert wurde, nicht besser für andere Veränderungen hätte genutzt werden können. Zum Teil werden mit Bologna sogar Wege eingeschlagen, die nichts Gutes erwarten lassen. Methoden der Erhebung und der Analyse von Daten kann man mit Prüfungen und vorgeschriebenen Lehrplänen gewiss lernen. Soziologisches Forschen, auch von Studentinnen, soll aber weiterhin heissen, wissenschaftliche und politische Selbstverständlichkeiten in Frage zu stellen. Prüfungen und feste Stundenpläne lassen den Studentinnen wenig Verantwortung und Gestaltungsfreiheit, Freiheiten, die nötig sind, um eigene Ideen zu entwickeln. Oft wurde, auch von Studentinnen, die fehlende Struktur des Soziologiestudiums bemängelt. Dazu sollen studentische Leistungen bewertet werden, möglichst oft sogar. Aber nicht (nur) im Sinn einer Verortung der Leistung in der Gesamtverteilung, sondern im Sinne wertvollen Feedbacks für die Studentinnen.

Die Freiheit zur Mobilität war eines der grossen Versprechen von Bologna. Auch hier scheint es jedoch, dass die Mittel dem Zweck nicht Genüge tun. Die neuen Studiengänge werden nur in einer positiven Art studentische Mobilität erhöhen, wenn neben gewissen administrativen Änderungen auch geeignete Stipendien geschaffen werden. Sonst droht eine studentische Mobilität, die nur den privilegierten Studentinnen vorbehalten bleibt.

Auch innerhalb des Rahmens von Bologna können bisher vernachlässigte Fragen angegan-

4 Messer, Dolores, Stefan C. Wolter: Bildung und Mobilität während des Studiums – eine lohnende Sache? Welchen Nutzen Gastsemester für die Studierenden haben. In: Neue Zürcher Zeitung, 17.01.2006, Nr. 13, S. 59.

gen und nötige Korrekturen gemacht werden. Die Planung der neuen Studiengänge hat in der Soziologie weitgehend ohne die Beteiligung von Studentinnen stattgefunden. Werden die studentischen Fachschaften und die Studentinnen, die direkt von Bologna betroffen sind, in der zweiten Runde mehr Gehör finden?

Adressen und weitere Informationen

> Vorstand soziologie.ch, 4000 Basel
> info@soziologie.ch
> Fachseiten der studentischen Fachvereine:
www.sociologie.ch (en français: www.sociologie.ch)
www.sociologie.ch/aesge/
www.sociologie.ch/fgbasel/
www.sociologie.ch/fsbern/
www.sociologie.ch/fvzuerich/

Andere universitäre Bachelorstudiengänge mit starker soziologischer Ausrichtung / Autres Baccalauréats universitaires à forte composante sociologique

Universität Fribourg: Soziologie im Rahmen des Studiengangs «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» (Deutsch, Französisch oder bilingue)

Monica Budowski und Sebastian Schief, Departement Sozialarbeit und Sozialpolitik

Der Studiengang «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» in Fribourg

Das Departement «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» bietet seit dem Studienjahr 2003/04 einen dreijährigen Bachelorstudiengang «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» nach dem

Europäischen Kreditpunktesystem (ECTS) an. Er kann auf Deutsch, Französisch oder bilingue studiert werden. Im Studiengang werden sozialwissenschaftliche Inhalte in direkter Verbindung mit zwei Praxisfeldern vermittelt. Ab dem Studienjahr 2006/07 wird zudem die Möglichkeit angeboten, einen gleichnamigen Masterstudiengang (auf Deutsch, Französisch oder bilingue) zu belegen.

Der Studiengang «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» ist als Form angewandter Soziologie einzigartig in der Schweiz:

- Das Studium in Sozialarbeit in Verbindung mit Sozialpolitik kann in der Schweiz nur an der Universität Fribourg absolviert werden: Es können die universitären Diplome der Niveaus Bachelor, Master und Doktorat erworben werden.
- Das Studium zeichnet sich durch die enge Verknüpfung zwischen Sozialarbeit und Sozialpolitik aus.
- Der Studiengang vermittelt Kenntnisse über und fördert das Verständnis für die vielfältigen lokalen, nationalen und transnationalen Dimensionen sozialer Probleme und behandelt zudem unterschiedliche Lösungsansätze und ihre Auswirkungen.

Kerninhalt des Studiengangs sind soziale Probleme: Soziale Probleme beziehen sich auf unterschiedliche Einzelaspekte von umgebungsspezifischen und/oder soziokulturellen Systemen und sind in einem engen Geflecht oder einem Netzwerk von Ursachen verankert. Soziale Arbeit und Sozialpolitik sind Handlungsfelder, in denen soziale Probleme auf unterschiedliche Weise bearbeitet werden. Empirische Sozialforschung (Grundlagen- und Anwendungsforschung) bildet einen integralen Teil des Studiums, um die komplexe Realität besser zu verstehen. Dabei stehen Menschen, ihre Zielsetzungen, Organisationsformen und Kommunikationsweisen bei der Auseinandersetzung mit ihrer Umwelt im Vordergrund.

Struktur und Ziele des Bachelorstudiengangs

Struktur des Bachelorstudiengangs «Sozialarbeit und Sozialpolitik/Travail social et politiques sociales»

Der Bachelorstudiengang «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» besteht aus dem gleichnamigen Programm eines Bereichs I mit 120 Kreditpunkten und einem Bereich II mit 60 Kreditpunkten, der aus dem Angebot der Philosophischen Fakultät und anderer Fakultäten frei gewählt werden kann. Das Studium ist modular aufgebaut und erlaubt unterschiedliche Präferenzen. Jedes Modul hat 15 Kreditpunkte und beinhaltet zwischen drei und vier Veranstaltungen zum Hauptthema des Moduls. Der Bilingue-Studiengang wird zu 60% in der einen und 40% in der jeweils anderen Sprache absolviert. Das Departement bietet verschiedene thematische Optionen an, die mit einer unterschiedlichen Anzahl Kreditpunkten verbunden sind (Tabellen 1, 2 und 3).

Für Studierende des Departements:

- ein Programm auf Deutsch, Französisch oder bilingue als Bereich I mit 120 Kreditpunkten.

Für Studierende anderer Departemente und Fakultäten:

- ein Programm als Bereich II mit 60 Kreditpunkten mit verschiedenen Optionen auf Deutsch oder auf Französisch;
- ein Programm mit 30 Kreditpunkten auf Deutsch oder auf Französisch.

Ziel der Ausbildung

Das Studium befähigt zur schnellen Einarbeitung in unterschiedliche Berufe, die sich aus lokaler, nationaler oder internationaler Perspektive mit sozialen Problemen befassen. Dazu trägt, nebst Soziologie als Hauptdisziplin, die interdisziplinäre Ausrichtung der Studieninhalte bei. Die Studierenden erwerben ein umfassendes Repertoire an Kompetenzen, das den Anforderungen der sich stetig wandelnden Arbeitswelt angepasst ist und einen optimalen Einstieg in den Arbeitsmarkt möglich macht. Es beinhaltet fachliche und methodische Kenntnisse, soziale Kompetenzen, sowie die Fähigkeit, sich fortlaufend eigenständig weiterzubilden. Die erworbenen Kompetenzen sensibilisieren für Veränderungen in gesellschaft-

Tabelle 1: Programmoptionen auf Deutsch

		Kreditpunkte	Sprache	Module*									
1	Sozialarbeit und Sozialpolitik (a)	120	Deutsch	1	2		4	5	6	7	8		
1a	Sozialarbeit und Sozialpolitik (b)	120	Deutsch	1	2	3	4	5	6	7	8		
1b	Sozialarbeit und Sozialpolitik (c)	120	Deutsch	1	2		4	5	6	7		9	
2	Soziologie sozialer Probleme	60	Deutsch	1	2	3	4						
3	Sozialpolitik	60	Deutsch				4				7	8	9
4a	Sozialforschung (a)	60	Deutsch	1			4	5	6				
4b	Sozialforschung (b)	60	Deutsch				4	5	6		8		
5	Soziologie sozialer Probleme	30	Deutsch	1	2								
6	Sozialstaat und Wohlfahrtsregime	30	Deutsch							7	8		

* Modul 1 «Analyse sozialer Probleme», Modul 2 «Felder der sozialen Arbeit», Modul 3 «Soziale Lebenslagen und kulturelle Differenzen», Modul 4 «Grundlagen der Sozialforschung», Modul 5 «Methoden der Sozialforschung», Modul 6 «Forschungspraktikum mit Feldphase», Modul 7 «Felder der Sozialpolitik», Modul 8 «Sozialstaat und Wohlfahrtsregime», Modul 9 «Soziale Konflikte und Wohlfahrtsproduktion».

Tableau 2 : Options des programmes en français

		Crédits	Langue	Modules *
1	Travail social et politiques sociales	120	français	Huit modules parmi les 9 offerts
2	Sociologie des problèmes sociaux	60	français	1a, 1b, 1c et un au choix parmi 2a, 2b, 2c
3	Politiques sociales	60	français	2a, 2b, 2c et un au choix parmi 1a, 1b, 1c
4	Recherche sociale appliquée	60	français	3, 4, 5 et un au choix parmi 1a, 1b, 1c, 2a, 2b ou 2c
5	Sociologie des problèmes sociaux	30	français	Deux au choix parmi 1a, 1b et 1c
6	Politiques sociales	30	français	Deux au choix parmi 2a, 2b et 2c

* Module 1a « Théories sociales 1 », module 1b « Théories sociales 2 », module 1c « Théories sociales 3 », module 2a « Approches des politiques sociales 1 », module 2b « Approches des politiques sociales 2 », module 2c « Approches des politiques sociales 3 », module 3 « Outils de base », module 4 « Recherche appliquée », module 5 « Conduite d'une recherche appliquée ».

Tabelle 3 : Bilingue-Programme (mit Verteilung der Sprache in der Lehre 60% / 40%)**Tableau 3 : Programmes bilingue (avec distribution de la langue dans l'enseignement 60% / 40%)**

		Kreditpunkte/ Crédits	Sprache/ Langue	Module/Modules*
1a	Sozialarbeit und Sozialpolitik	120	Bilingue	D : 1, 2, 4, 5, 6 F : 2a, 2b, 2c
1b	Sozialarbeit und Sozialpolitik	120	Bilingue	D : 4, 5, 6, 7, 8 F : 1a, 1b, 1c
2a	Travail social et politiques sociales	120	Bilingue	F : 3, 4, 5, et deux au choix parmi 1a, 1b ou 1c D : 7, 8, 9
2b	Travail social et politiques sociales	120	Bilingue	F : 3, 4, 5 et deux au choix parmi 2a, 2b ou 2c D : 1, 2, 3

* Module auf Deutsch: Modul 1 « Analyse sozialer Probleme », Modul 2 « Felder der sozialen Arbeit », Modul 3 « Soziale Lebenslagen und kulturelle Differenzen », Modul 4 « Grundlagen der Sozialforschung », Modul 5 « Methoden der Sozialforschung », Modul 6 « Forschungspraktikum mit Feldphase », Modul 7 « Felder der Sozialpolitik », Modul 8 « Sozialstaat und Wohlfahrtsregime », Modul 9 « Soziale Konflikte und Wohlfahrtsproduktion ».

Modules en français: Module 1a « Théories sociales 1 », module 1b « Théories sociales 2 », module 1c « Théories sociales 3 », module 2a « Approches des politiques sociales 1 », module 2b « Approches des politiques sociales 2 », module 2c « Approches des politiques sociales 3 », module 3 « Outils de base », module 4 « Recherche appliquée », module 5 « Conduite d'une recherche appliquée ».

lichen Problemfeldern und ermöglichen eine methodisch fundierte, kontextspezifische und kritische Auseinandersetzung aufgrund wissenschaftlicher Erkenntnisse und Konzepte. Soziale Kompetenzen werden während der spezifischen Fachveranstaltungen, in Lehrveranstaltungen verschiedenen Zuschnitts, durch die Organisation von Studienwochen mit Referent/en/innen und in studentischen Gruppenprojekten erworben.

Schwerpunkte des Studiengangs «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales»

Der Studiengang beruht auf drei Schwerpunkten (Soziologie Sozialer Probleme, Sozialpolitik und Sozialforschung), in denen eine breite Palette an theoretischem, methodologischem, methodischem und praktischem Wissen integriert vermittelt wird. Ein Forschungspraktikum dient der angewandten

Auseinandersetzung mit einem sozialen Problem, einem Feld der sozialarbeiterischen Praxis oder der Sozialpolitik.

Soziologie sozialer Probleme

Dieser Schwerpunkt legt die Basis für das kritische Wissen um Lösungsansätze, wie sie in der Sozialarbeit und der Sozialpolitik zum Tragen kommen. Während Sozialpolitik als eine primäre Massnahme zur Lösung von Problemen verstanden werden kann, erweist sich soziale Arbeit als Interventionspraxis, die dort zum Tragen kommt, wo die primären Lösungsformen zu kurz greifen. In der Soziologie bestehen zu diesen Themen unterschiedliche Theorien, Konzepte und erkenntnistheoretische Perspektiven. Die Studierenden werden exemplarisch mit empirischen Befunden und unterschiedlichen sozialwissenschaftlichen Ansätzen vertraut gemacht.

Sozialpolitik

Hier werden verschiedene Bereiche der Sozialpolitik und ihre Akteure behandelt. Sozialpolitik ist eine Domäne des Nationalstaats, weshalb Theorien zur Entstehung unterschiedlicher Formen moderner Wohlfahrtsstaaten einen wichtigen Stellenwert einnehmen. Die Grenzen des Wohlfahrtsstaats, die Auswirkungen sozialpolitischer Interventionen, die unbeabsichtigten Folgen und die Wirkungen auf ihre Adressaten sind ebenso von Interesse wie Prozesse der öffentlichen Meinungsbildung und der Durchsetzung politischer Ziele. Zudem werden nicht-staatliche Institutionen behandelt, die zur Lösung sozialer Probleme und zur Wohlfahrtsproduktion beitragen.

Sozialforschung

In diesem Schwerpunkt werden unterschiedliche Methoden vermittelt, die bei der Erarbeitung und Beurteilung von Studien sowie in der Forschung über soziale Probleme, soziale Arbeit und Sozialpolitik zur Anwendung kommen. Ein kritisches, wissenschaftstheoretisch fundiertes Verständnis

der Methoden, deren Reichweite und Aussagekraft sowie Kenntnisse der Praxis quantitativer und qualitativer Methoden befähigen zur Durchführung eigener Forschungsprojekte. Bestandteil dieses Schwerpunktes ist ein Forschungspraktikum.

Bilingue-Studium

Wenn einer der beiden inhaltlichen Schwerpunkte «Soziologie sozialer Probleme» oder «Sozialpolitik» in der jeweils anderen Sprache studiert wird, erhalten die Studierenden den Vermerk der Zweisprachigkeit im Bachelordiplom.

Der Masterstudiengang «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales»

Es existieren zwei Möglichkeiten, einen Masterstudiengang in «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» zu belegen, ein Studiengang zu 120 und einer zu 90 Kreditpunkten.

Masterstudiengang zu 120 Kreditpunkten: Dauer Vollzeitstudium: vier Semester.

Dieser Studiengang setzt sich zusammen aus:

- dem Vertiefungsprogramm «Soziale Probleme und Sozialpolitik» (60 Kreditpunkte);
- der Masterarbeit (30 Kreditpunkte);
- einem Spezialisierungsprogramm am Departement Sozialarbeit und Sozialpolitik oder einem Zweitprogramm ausserhalb des Departements (30 Kreditpunkte). Als Zweitprogramm zur Verfügung steht ebenfalls das interdisziplinäre, zweisprachige Angebot «Geschlecht, Gleichheit und Differenz im (inter-)kulturellen und sozialpolitischen Kontext» im Rahmen der BENEFRI-Kooperation.

Masterstudiengang zu 90 Kreditpunkten: Dauer Vollzeitstudium: drei Semester.

Dieser Studiengang setzt sich zusammen aus:

- dem Vertiefungsprogramm «Soziale Probleme und Sozialpolitik» (60 Kreditpunkte);
- der Masterarbeit (30 Kreditpunkte).

Aus den vier thematischen Schwerpunkten des Departements Sozialarbeit und Sozialpolitik werden Programme zu 30 Kreditpunkten als Spezialisierungsprogramme für Studierende im Departement und als Zweitprogramme für Studierende anderer Departemente und Fakultäten angeboten:

- Kulturelle Differenzen und soziale Lebenslagen
- Soziale Konflikte und Wohlfahrtsproduktion
- Analyse de l'action sociale
- Analyse des politiques sociales

Wird das Vertiefungsprogramm in der einen und das Spezialisierungsprogramm in der jeweils anderen Sprache des Angebots des Departements «Sozialarbeit und Sozialpolitik / Travail social et politiques sociales» absolviert, erhalten die Studierenden den Vermerk der Zweisprachigkeit im Masterdiplom.

Berufsaussichten

Das Gesamtstudium (Bachelor und Master) vermittelt das erforderliche Rüstzeug zur Bekleidung von (Kader-)Positionen in Institutionen (öffentliche oder private Organisationen) bzw. in Forschung und Lehre. Die Ausbildung befähigt zu einer beruflichen Tätigkeit in folgenden Bereichen: Analyse, Planung, Entwicklung, Leitung, Umsetzung und Evaluation von Projekten, Unterricht oder Ausbildung (Grund- Weiterbildungs- oder Graduiertenstufe), Zusammenarbeit mit sozialen Partnern (Gewerkschaften, internationale Organisationen, Entwicklungszusammenarbeit), Bewältigung unterschiedlicher sozialer Probleme (Sozialpolitik, Beratung, Sozialdienste), wissenschaftliche Forschung, Medien usw.

Adressen und weitere Informationen

> Departement Sozialarbeit und Sozialpolitik/
Travail social et politiques sociales, Universität
Fribourg, Route des Bonnesfontaines 11
CH-1700 Fribourg

> *Deutschsprachiger Lehrstuhl*

– Stefan Kutzner, Studienberatung: stefan.kutzner@unifr.ch

– Thérèse de Werra, Sekretariat : sasp@unifr.ch

> *Chaire francophone*

– Bertrand Oberson, Conseiller aux études :
bertrand.oberson@unifr.ch

– Doris Gehring, Secrétariat : tsps@unifr.ch

> Departement Sozialarbeit und Sozialpolitik/
Travail social et politiques sociales: www.unifr.ch/travsoc

Universität St. Gallen: Soziologie als Kontextstudium

Thomas S. Eberle, Soziologisches Seminar

Die Universität St. Gallen als Pionier der Bologna-Reform in der Schweiz

Die Universität St. Gallen hat die Bologna-Reform mit einem vorbildlichen Change-Management rasch und zielstrebig angepackt und innert kürzester Zeit implementiert. Kurz nach der Bologna-Deklaration erklärte der damals neue Rektor, Peter Gomez, zum primären Ziel seiner Rektoratszeit, eine grundlegende Studienreform durchzuführen. Im Herbst 2001 wurde auf das Bachelorstudium umgestellt, im Herbst 2003 wurden die ersten zwei Masterprogramme gestartet und im Herbst 2004 auch sämtliche übrigen Masterprogramme. Zur selben Zeit hatten wir die ersten BachelorabsolventInnen und im Frühling 2005 die ersten MasterabsolventInnen. Diesen Herbst beginnt also bereits der sechste Durchlauf des Bachelorprogramms, während die meisten anderen Universitäten erst mit dem zweiten beginnen.

Es war dies die tiefgreifendste Studienreform der letzten drei Jahrzehnte. Die Umstellung aufs zweistufige Studiensystem wurde als Chance wahrgenommen, die gesamten Bildungs- und Ausbildungsinhalte neu zu überdenken und neu zu konzipieren. Die gemeinsame Grundstufe wurde von vier Semestern auf eine zweisemestrige Assessmentstufe reduziert, auf der die Grundkenntnisse

vermittelt und die Studierenden selektioniert werden sollen. Anschliessend folgt die Bachelorstufe, die weitere vier Semester dauert; Assessmentstufe und Bachelorstufe bilden zusammen das dreijährige Bachelorstudium. Ziel war es, dass die AbsolventInnen mit dem Bachelorabschluss auf den Arbeitsmarkt gehen und nur die wissenschaftlich Interessierten und Geeigneten unter ihnen ein Masterstudium von drei Semestern anschliessen. Das Doktorandenstudium schliesslich war schon immer als Graduiertenkolleg organisiert; Doktorierende müssen Doktorandenseminare besuchen und mit Prüfungen abschliessen. Eine Reform des gegenwärtigen Doktorandenprogrammes ist derzeit in Gang und wird auf Herbst 2007 implementiert.

Die Stellung der Soziologie in den neuen Studiengängen

Die Stellung der Soziologie hat sich durch die Studienreform geändert. Bis zum Jahr 2000 mussten sämtliche Studierende im ersten Semester eine Vorlesung in Soziologie (und im zweiten Semester eine weitere in Psychologie) besuchen und (in beiden Fächern) eine Zwischenprüfung ablegen. Anschliessend konnte man Soziologie erst wieder auf der Lizentiatsstufe besuchen, entweder als Kulturfach über vier Semester, oder als Vertiefungsrichtung über vier Semester. Als «Vertiefungsrichtung» wurde Soziologie bereits 1968 unter dem Label «Wirtschaftssoziologie» eingeführt, als eine von drei Vertiefungen (Spezialisierungen) der Studienrichtung Volkswirtschaftslehre. In der Studienreform von 1993 wurde diese Vertiefungsrichtung umgewandelt in eine neue, abteilungsübergreifende Vertiefung «Sozialwissenschaften/ Management sozialer Prozesse», was eine Art Nebenfach-Studium in Soziologie und Psychologie beinhaltete. Fortan konnten nicht nur Angehörige der volks-, sondern auch der betriebswirtschaftlichen Studienrichtung – letztere machen den Hauptthars der St. Galler StudentInnen aus – diese Vertiefung wählen. Studierende, die ein

anderes Vertiefungsgebiet wählten – es gab davon über zwanzig – und sich für Soziologie interessierten, konnten das «Kulturfach Soziologie» als Wahlpflichtfach besuchen – aus einem Angebot von fünfzehn Kulturfächern.

Seit der neuen Studienreform sind sowohl die eigene Vertiefungsrichtung als auch das Kulturfach-Angebot verschwunden. Auf der Masterebene war es ein erklärtes Ziel, die vielen Vertiefungsrichtungen auf wenige Master-Programme zu reduzieren. Zielvorgabe waren acht, schliesslich resultierten zehn Masterprogramme. Soziologie hatte keine Chance auf einen eigenen Master, auch nicht in Kombination mit Psychologie (z.B. als «Organizational Behavior») – es war schon rein kapazitätsmässig nicht zu bewältigen. Auf der Bachelorstufe ist die Auswahl noch restriktiver: die Studierenden können (und müssen) unter sechs Major-Programmen wählen. Das frühere Angebot «Kulturfach Soziologie» schliesslich wich einer modularen Struktur; Soziologie wird nun für jedes Studien-Semester angeboten, aber nur noch in Form in sich abgeschlossener Kursangebote, nicht mehr als fortlaufendes Programm über mehrere Semester.

Bei der Umstellung auf das Bachelor-/Mastersystem hat sich die Universität St. Gallen erneut das (schon früher verfolgte) explizite Ziel gesetzt, keine «Fachidioten», also keine einseitig ausgebildete Studierende zu produzieren. Auf der Bachelor- wie auf der Masterstufe bestehen daher 25% des Studiums aus dem «*Kontextstudium*». Dieses beinhaltet die drei Säulen Handlungskompetenz, Reflexionskompetenz und Kulturelle Kompetenz. Im Durchschnitt müssen pro Semester in jeder Säule zwei Semesterwochenstunden belegt werden. Ein neues Gremium, nämlich die «Leitung Kontextstudium» (welcher der Verfasser angehört), beschliesst jedes Jahr für das kommende Studienjahr ein neues Programm, das aus einem vielfältigen Fächerkanon besteht und das wirtschafts-, rechts- oder staatswissenschaftliche Studium ergänzt («kontextualisiert»). Dieses Programm umfasst

allein für die zwei Studienjahre der Bachelorstufe jährlich 120 Kurse, davon die Hälfte à 2 und die andere Hälfte à 4 Semesterwochenstunden, und für die dreisemestrige Masterstufe ca. 80 Kurse jährlich. Regelmässig werden dabei eine Reihe renommierter GastprofessorInnen von anderen Universitäten eingeladen. In der Säule *Handlungskompetenz* werden berufspraktische Kompetenzen (von Programmierung über Event- oder Change-Management bis zu Radiojournalismus), disziplinenübergreifende Methoden (von empirischer Sozialforschung über künstlerisches Arbeiten bis zu sozialem Engagement in Praxis und Theorie) sowie soziale Kompetenzen (von Kommunikation und Rhetorik über Präsentationsmethoden und Konfliktmanagement bis zu Mediation) angeboten. In der Säule *Reflexionskompetenz* gibt es Angebote aus vielen verschiedenen Disziplinen, von Soziologie und Psychologie über Politologie, Wirtschaftsethik, Philosophie, Kunstwissenschaft bis zur Religionswissenschaft. In der Säule *Kulturelle Kompetenz* wird über andere Kulturen informiert, und zur Hälfte besteht das Programm auf der Bachelorstufe aus Sprachangeboten: Sämtliche Studierende müssen im Bachelorstudium mindestens zwei Fremdsprachen belegen.

Die Soziologie im Bachelorstudium besteht zum einen in einem Angebot auf der *Assessment-Stufe*, wo im Bereich Handlungskompetenz v.a. ins wissenschaftliche Arbeiten eingeführt wird, während im Bereich Kulturelle Kompetenz Sprachkurse und im Bereich Reflexionskompetenz die vier Fächer Soziologie, Psychologie, Philosophie und Geschichte angeboten werden. Zunächst mussten alle diese vier Fächer besucht werden, ab dem zweiten Durchlauf entschieden wir uns für eine Konzentration: die Studierenden wählen seither ein sozialwissenschaftliches (Soziologie oder Psychologie) und ein geisteswissenschaftliches Angebot (Philosophie oder Geschichte). Diese Kurse werden nicht mehr im Audimax, sondern in einer Gruppengrösse von ca. 40 Studierenden durchgeführt; statt einer einzigen Vorlesung werden also jedes Studienjahr 48 Kurse durchgeführt, für die wir viele Dozierende anderer Universitäten verpflichten. Zum anderen wird Soziologie auf der *Bachelorstufe* in Form von 4-Kredit-Kursen (4 Semesterwochenstunden) angeboten, und zwar einerseits in der Säule Handlungskompetenz, andererseits in der Säule Reflexionskompetenz. In der Handlungskompetenz bieten wir beispielsweise Kurse an wie: Einführung in die qualitative Sozialforschung, Qualitative Methoden der Organisationsanalyse,

Studienarchitektur: 3 Stufen – 3 Säulen

Master-Programm			Wahlfächer			Master-Programm			Handlungskompetenz / Wahlpflicht	Reflexionskompetenz / Wahlpflicht	Kulturelle Kompetenz / Wahlpflicht	Master-Abschlüsse (1–2 Jahre)
Major- und Kernfächer			Wahlfächer			Major- und Kernfächer						Praxis
BWL	VWL	Recht	Recht	oder	Mathe	BWL	VWL	Recht				Bachelor-Abschluss Bachelor-Stufe (2 Jahre)
Startwoche												Assessment-Stufe (1 Jahre)
Kontaktstudium (50%)						Selbststudium (25%)			Kontextstudium (25%)			

Einführung in die Methoden der Demoskopie oder etwa ein Organisationsentwicklungsseminar, in dem eine Organisation simuliert und anschliessend die sozialen Prozesse analysiert werden. In der Säule Reflexionskompetenz gibt es jährlich neue Angebote, von klassisch soziologischen Angeboten (z.B. Wirtschaft und Gesellschaft, Kultur und Gesellschaft, Kommunikationsgesellschaft, Religion und Gesellschaft) über spezielle Soziologien (z.B. Geschlechtersoziologie, Risikosoziologie, Konsumsoziologie, Organisationssoziologie, Alltag der Manager) bis zu zeitdiagnostischen Kursen (z.B. Kampf der Kulturen, Trends in der Multioptionsgesellschaft, Kulturelle Globalisierung, Modernisierung als Handlungsproblem). Die Soziologie-Veranstaltungen sind bei unseren Studierenden sehr beliebt und werden regelmässig überbucht.

Fazit

Die Bologna-Reform hat der Soziologie an der Universität St. Gallen sowohl Nachteile als auch Vorteile eingebracht. Ein Nachteil ist, dass wir keine eigene Vertiefungsrichtung mehr haben und auch keine Kurse wie das «Kulturfach Soziologie» mehr, das während vier Semestern von denselben Studierenden besucht wurde. Stattdessen haben wir einen modularen Aufbau von 4-Semesterwochenstunden-Kursen, die von einer wechselnden Studierendenpopulation besucht werden. Dem stehen indes verschiedene Vorteile gegenüber. So hat das Angebot an Soziologie-Veranstaltungen beträchtlich zugenommen und wird jetzt von viel mehr Studierenden besucht. Zudem können wir regelmässig Dozierende anderer Universitäten als Lehrbeauftragte und Gastprofessoren anstellen, und wir verzeichnen einen beträchtlichen Zugewinn an Programmgestaltungsflexibilität. Und weil das Kontextstudium ein erklärtes Identitätsmerkmal der neuen HSG-Ausbildung darstellt, ist hausintern der Status und das Renommee der Soziologie beträchtlich gestiegen. Unsere Strategie, aufs Neue zu setzen und uns dort strategisch gut

zu positionieren, hat sich gelohnt. Auch mit dem Labelling sind wir zufrieden: Erstens ist Soziologie erklärermassen ein «Kontextfach», was unserer Überzeugung entspricht, dass soziale Phänomene immer in ihrem (historischen, kulturellen und gesellschaftlichen) Kontext betrachtet werden müssen. Und zweitens fördert Soziologie die «Reflexionskompetenz», indem wir die Wirtschaft als einen Teil der Gesellschaft betrachten, womit auch die wirtschaftswissenschaftlichen Fachperspektiven relativiert und in einem weiteren theoretischen und methodologischen Rahmen reflektiert werden. Wenn es stimmt, dass an der Universität St. Gallen die künftige Wirtschaftselite herangebildet wird, erfüllt die Soziologie hier auch eine wesentliche gesellschaftspolitische Funktion.

Adressen und weitere Informationen

- > Soziologisches Seminar SFS-HSG
Universität St. Gallen, Tigerbergstr 2
CH-9000 St. Gallen
- > Thomas S. Eberle, Ko-Leiter des Soziologischen Seminars: thomas.eberle@unisg.ch
- > Soziologisches Seminar: www.sfs.unisg.ch
- > Informationen zu den Bachelorstudiengängen:
www.assessment-stufe.unisg.ch
www.bachelor-stufe.unisg.ch

Zur Methodenausbildung in soziologischen Bachelorprogrammen an Schweizer Universitäten

Thomas S. Eberle, Soziologisches Seminar, Universität St. Gallen

Wie steht es um die Methodenausbildung in den soziologischen Bachelorprogrammen an Schweizer Universitäten? Anhand der Daten einer gegenwärtig laufenden Umfrage sollen hier einige vorläufige Ergebnisse vorgestellt werden.

Zum Hintergrund der Umfrage: Der Wissenschaftspolitische Rat für die Sozialwissenschaften der SAGW (Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften) hat vor einigen Jahren eine Initiative gestartet zur Förderung der Qualitativen Sozialforschung in der Schweiz. Anlass war die Einsicht, dass die Qualitative Forschung seit Jahren kontinuierlich auf dem Vormarsch war, hierzulande aber noch wenig Anerkennung genoss. Insbesondere die Ausbildung in Qualitativen Methoden liess manchenorts zu wünschen übrig. Der Vorstand der Deutschen Gesellschaft für Soziologie (DGS) hatte derweil im Oktober 2002 eine Stellungnahme zur Methodenausbildung veröffentlicht, die auf der Grundstufe eine gleichgewichtige Einführung in die qualitativen wie quantitativen Verfahren der empirischen Forschung empfahl; Spezialisierungen sollten erst auf der Diplomstufe erfolgen. In den Empfehlungen der DGS vom Dezember 2005 zur Ausgestaltung soziologischer Bachelor- und Masterstudiengänge wurden diese Empfehlungen zur Methodenausbildung erneut bekräftigt.

Die Bologna-Reform bot nun auch den Schweizer Soziologie-Lehrgängen die Chance, ihre Methodenausbildung neu zu konzipieren. Im Auftrag des Wissenschaftspolitischen Rats führte ich diesen Sommer eine Bestandesaufnahme zur Methodenausbildung in den verschiedenen sozialwissenschaftlichen Disziplinen durch (Soziologie, Politikwissenschaft, Ethnologie/Sozialanthropologie und Populäre Kulturen/Europäische Ethnologie sowie Medien- und Kommunikationswissenschaft). Ich danke allen Kolleginnen und Kollegen, die mir den Fragebogen ausgefüllt haben.

Mittlerweile enthalten alle soziologischen Bachelorprogramme Lehrveranstaltungen in quantitativen wie qualitativen Verfahren. Erhebliche Unterschiede zeigen sich indes in der Gewichtung der einzelnen Verfahren, was teilweise auch in den expliziten Zielsetzungen zum Ausdruck kommt.

Das Soziologische Institut der *Universität Zürich* verfolgt in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung:

Wir bieten ein praxisorientiertes Methodenstudium mit dem Ziel, eigene anspruchsvolle empirische Studien durchzuführen. Zum Kernbereich der Methodenausbildung am SUZ zählt die quantitative Sozialforschung. Lernziele für die grundständige Methodenausbildung beinhalten unter anderem das mathematische Verständnis und die eigenständige Beherrschung multivariater Analyseverfahren (mindestens OLS oder Logistische Regression). Dazu gehört auch der souveräne Umgang mit einem anspruchsvollen Datensatz (z.B. Schweizerisches Haushaltspanel) sowie einschlägiger Statistiksoftware (insbesondere SPSS und STATA). Im Sinne einer Spezialisierung bieten wir für erfahrene Studierende eine Reihe von Methoden-Spezialkursen an. Hierzu gehören Veranstaltungen zu elaborierten quantitativen Verfahren, aber auch mehrsemestrige Kurse zur Inhaltsanalyse und qualitativen Sozialforschung. Qualitative Sozialforschung ist somit nicht Teil der obligatorischen Methodenausbildung, kann aber ab dem 3. Semester als Spezialisierung gewählt werden.

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst 8 Lehrveranstaltungen mit 40 Kreditpunkten, davon sind 6 Kurse mit 32 Kreditpunkten obligatorisch. Zum obligatorischen Teil gehört allein die Ausbildung in quantitativen Methoden; die zwei Kurse in qualitativen Verfahren sind freiwillig.

Das Soziologische Institut der *Universität Bern* verfolgt in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung:

Grundlegende Fähigkeit der Planung Durchführung und Auswertung empirischer Projekte, Anwendung qualitativer und quantitativer Auswertungsmethoden. BA-Absolventen sollten in der Lage sein, sich in der Marktforschung und angewandten Sozialforschung erfolgreich zu bewerben.

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst 7 Lehrveranstaltungen mit 35 Kreditpunkten, davon sind 5 Kurse mit 26 Kreditpunkten obligatorisch. Im obligatorischen Teil befasst sich lediglich die Einführungsveranstaltung mit quantitativen und qualitativen Verfahren sowie mit mixed methods, der Rest der Methodenausbildung ist quantitativ. Eine regelmässig angebotene Lehrveranstaltung «Einführung in die Qualitative Sozialforschung» mit 3 Kreditpunkten ist freiwillig. Es wird angemerkt, dass aus Kapazitätsgründen nicht mehr Lehrveranstaltungen als obligatorisch erklärt werden können.

Das Soziologische Institut der *Universität Basel* verfolgt in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung:

Die Basler Soziologie bietet ein integriertes Methodenprogramm, das die erkenntnistheoretische Situierung soziologischen Arbeitens mit einer Ausbildung in quantitativen und qualitativen Methoden verbindet. Zentraler Bestandteil der Methodenausbildung ist sowohl die Integration methodischer Fragen in die Erstellung von Forschungs-Designs wie auch deren Umsetzung.

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst 9 Lehrveranstaltungen mit 25 Kreditpunkten plus eine (obligatorische) Forschungsarbeit mit 7 Kreditpunkten, insgesamt also 32 Kreditpunkte. 7 Kurse mit 21 Kreditpunkten sind obligatorisch. Quantitative und qualitative Methoden werden gleichgewichtig unterrichtet; ein besonderes Augenmerk gilt dabei den «mixed method designs».

Das Soziologische Institut der *Universität Luzern* verfolgt in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung:

Die Methodenausbildung auf der Ebene der Bachelor-Stufe vermittelt den Studierenden die theoretischen und praktischen Grundlagen zur Konzeption, Durchführung und Bewertung von empirischen Arbeiten. Dabei werden im Sinne einer breiten Vermittlung methodischer Kompetenzen die beiden dominanten For-

schungsparadigmen gleichwertig berücksichtigt, so dass die Studierenden sowohl standardisierte («quantitative») als auch nicht-standardisierte («qualitative») Methoden kennen und anwenden lernen.

Das Methodenprogramm vermittelt die Grundlagen der empirischen Sozial- und Kommunikationsforschung (Forschungsdesign, Datenerhebung und Datenauswertung) sowie die Anwendung der zentralen sozialwissenschaftlichen Methoden Befragung, Beobachtung, Experiment und Inhaltsanalyse. Darauf aufbauend wird eine Vertiefung in quantitativer Datenanalyse und qualitativer Sozialforschung angeboten. Auf der Ebene des Masterstudiums erfolgt schliesslich eine Spezialisierung in empirischer Sozialforschung innerhalb der drei thematischen Ausrichtungen der Masterstufe.

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst 5 Lehrveranstaltungen mit 30 Kreditpunkten plus eine empirische Bachelorarbeit mit 20 Kreditpunkten. Alle 5 Lehrveranstaltungen sind obligatorisch, davon sind 2 quantitativ (6 Kreditpunkte), 1 qualitativ ausgerichtet (8 Kreditpunkte) und 1 sowohl als auch (4 Kreditpunkte). Eine Lehrveranstaltung ist entweder qualitativ oder quantitativ (12 Kreditpunkte), dasselbe gilt auch für die empirische Bachelorarbeit (20 Kreditpunkte).

Das Soziologische Institut der *Universität Fribourg* verfolgt in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung:

Avoir les bases méthodologiques pour le master ainsi que pour une activité professionnelle ne demandant pas d'approfondissement théorique.

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst 5 Lehrveranstaltungen mit 21 Kreditpunkten, davon sind alle obligatorisch. 2 davon sind quantitativ ausgerichtet und zählen 6 Kreditpunkte, 3 sind qualitativ ausgerichtet und zählen 15 Kreditpunkte. Der Schwerpunkt der Methodenausbildung liegt hier also deutlich bei qualitativen Verfahren.

Im Bachelorprogramm «Sciences sociales» an der *Universität Lausanne* wird in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung verfolgt:

Durant l'année propédeutique, il s'agit pour l'étudiant d'acquérir les orientations épistémologiques et pratiques des recherches en sciences sociales.

Durant la deuxième partie du Bachelor, les enseignements méthodologiques commencent par orienter l'étudiant sur les questions de recherche, puis ils l'amènent à expérimenter des instruments de collecte (par exemple construction d'un questionnaire ou d'une grille d'observation) et d'analyses de données (par exemple, analyse de contenu d'un entretien ou analyse des réponses à un questionnaire).

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst im ersten Studienjahr 3 obligatorische Lehrveranstaltungen mit 18 Kreditpunkten, in denen sowohl quantitative als auch qualitative Verfahren und mixed methods gelehrt werden. Im zweiten und dritten Studienjahr müssen die Studierenden insgesamt zusätzliche 30 Kreditpunkte im Bereich «Methodologie» erwerben, wobei sie eine gewisse Auswahl haben: Es werden drei Untergruppen von Lehrveranstaltungen unterschieden, und in jeder Untergruppe muss eine bestimmte Anzahl Kreditpunkte erworben werden. Von den insgesamt 11 angebotenen Lehrveranstaltungen fokussieren 4 auf quantitative, 4 auf qualitative und 1 auf beide Verfahren und 2 auf mixed method designs.

Das Soziologische Institut der *Universität Genf* verfolgt in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung:

La connaissance des principaux concepts et théories permettant d'analyser et de comprendre les sociétés modernes

La capacité à utiliser les méthodes de base de la recherche en sciences sociale: acquisition des outils méthodologiques (statistique, techniques d'enquêtes, analyses de groupes et d'institutions) utiles à la sociologie

L'aptitude à formuler un problème, organiser et critiquer des données, présenter un rapport écrit ou oral

L'aptitude à saisir les formes et enjeux de divers problèmes sociaux ou organisationnels

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst 8 Lehrveranstaltungen mit 39 Kreditpunkten, davon sind 7 obligatorisch (36 Kreditpunkte). Vom Angebot sind 3 quantitativ (18 Kreditpunkte), 3 qualitativ (15 Kreditpunkte) und 2 auf mixed method designs ausgerichtet. Einer der qualitativen Kurse mit 3 Kreditpunkten ist freiwillig, die obligatorische Ausbildung in qualitativen Verfahren beträgt also 12 Kreditpunkte.

Das Soziologische Institut der *Universität Neuchâtel* verfolgt in der Methodenausbildung folgende Zielsetzung:

Basic knowledge of both the most important quantitative and qualitative methods of data collection and data analysis; first experiences in doing research.

Das Angebot in der Methodenausbildung umfasst 6 Lehrveranstaltungen mit 31 Kreditpunkten, davon sind alle obligatorisch. 2 Kurse mit 10 Kreditpunkten sind quantitativ ausgerichtet; 4 Lehrveranstaltungen beschäftigen sich sowohl mit quantitativen als auch mit qualitativen Verfahren, davon 3 auch mit mixed method designs.

Einschränkend ist anzumerken, dass sich das hier erhobene Lehrveranstaltungsangebot auf die Methodenurse beschränkt. Forschungsmethoden in Form «reiner» Methodenurse zu lehren, ist typisch für die Sozialwissenschaften, insbesondere Soziologie und Politikwissenschaft; geisteswissenschaftliche und verwandte Disziplinen lehren Methoden in der Regel nicht separat, sondern eng verbunden mit einem konkreten Forschungsthema. Analog werden auch in der Soziologie einzelne Forschungsverfahren oft im Rahmen konkreter Themen behandelt. Die hier vorgestellten Resultate repräsentieren daher nicht das gesamte Bild und sind daher cum grano salis zu geniessen.

Die detaillierten Umfrage-Ergebnisse mit einer Auflistung sämtlicher Methodenkurse in den verschiedenen Disziplinen werden demnächst auf der Homepage des Netzwerks qualitativer Sozialforscherinnen und Sozialforscher der Schweiz veröffentlicht (<http://quali.sidos.ch>). Dabei wird auch die Methodenausbildung auf Masterebene dargestellt.

thomas.eberle@unisg.ch

Soziologie und die Fachhochschulen in der deutschsprachigen Schweiz

Christoph Maeder, Pädagogische Hochschule Thurgau

Soziologie als Disziplin hat keine Verankerung an den Fachhochschulen und Pädagogischen Hochschulen

Ein Blick in die Deutschschweizer Fachhochschul-landschaft zeigt schnell, dass es unserer Disziplin (noch?) nicht gelungen ist, in dieser Institution als eine eigenständige Disziplin Fuss zu fassen. Nirgends gibt es – was in den angelsächsischen Ländern gang und gäbe ist – Ausbildungsgänge auf Bachelorstufe in praktischer oder klinischer Soziologie. Auch fehlt an den Fachhochschulen (FH) und den Pädagogischen Hochschulen (PH), was wir aus Deutschland kennen, eine sozialwissenschaftliche Methodenausbildung dergestalt, dass dafür spezielle Dozentinnen und Dozenten für qualitative und quantitative Methoden ohne direkten Berufsbezug angestellt werden. Die FH und PH sind denn auch weniger nach den klassischen wissenschaftlichen Disziplinen, als vielmehr nach einer Berufsbildungslogik strukturiert und organisiert. Insgesamt ist der Institutionalisierungsgrad der Soziologie an den FH und PH tief und nur punktuell nachweisbar.

Als Mitte der Neunziger Jahre die Fachhochschulreform ligefiert wurde, hatte der damalige

Vorstand der SGS Versuche in Richtung der Etablierung von «Soziologie an Fachhochschulen» unternommen. Unser damaliges Vorstandsmitglied Bettina Heintz führte Gespräche mit verschiedenen zukünftigen Führungspersonen in diesem Umfeld. Doch mangels Interesse der damals für die FH-Reform zuständigen Leute beim Bund und den sich abzeichnenden FH, aber auch infolge des Nichtvorhandenseins einer ausformulierten Vorstellung seitens der SGS, was nun für die Soziologie genau eingerichtet werden sollte, verliefen diese Bemühungen leider im Sand. Damit könnte man das kurze Kapitel der Soziologie an den Fachhochschulen bereits wieder schliessen und sich an die Universitäten und in die privaten Forschungsbüros zurückziehen, denn auch auf der Gymnasialstufe oder in der Berufsbildung ist die Soziologie ja als eigenständiges Fach in der ganzen Schweiz inexistent.

Soziologie an den Fachhochschulen und Pädagogischen Hochschulen findet sich vor allem in der Forschung

Allerdings wäre dies ein voreiliger Rückzug, denn in der Tat arbeiten zahlreiche Soziologinnen und Soziologen in den FH und PH, und vereinzelt auch in der Berufsbildung, aber eben nur nicht in eigenen soziologischen Lehrgängen. Insbesondere an den FH für Sozialarbeit und an verschiedenen pädagogischen Hochschulen (PH) sind Soziologinnen und Soziologen gut und zahlreich vertreten, ganz besonders im Funktionsbereich der Forschung. Und einige unserer Pioniere wie Jean-Pierre Fragnière in Lausanne, Ueli Mäder und Isidor Wallimann in Basel, Herbert Ammann und Moritz Rosenmund in Zürich oder Eva Nadai und Peter Sommerfeld in Olten haben während langen Jahren das Bild einer Soziologie ausserhalb der Universität, und innerhalb der sekundären und tertiären Bildungseinrichtungen geprägt. Alle Besagten, man verzeihe mir hier, dass ich nur einige aller möglichen Namen aufzählen kann, haben immer wieder dafür gesorgt, dass die Sozio-

logie sich vor allem über die Forschungs- und Publikationsachse profilieren konnte. In diesem Bereich ist die Soziologie offenbar am ehesten mit den stark auf unmittelbare praktische Nützlichkeit und weniger auf Wissenschaftlichkeit und Intellektualität ausgerichteten FH und PH kompatibel. Und in diesem Bereich hat die Soziologie mit ihrem reichen Methoden- und Theoriefundus und ihrem weiten Horizont «Gesellschaft» einiges zu bieten, auch für Berufsleute und Praktiker. Doch dies auch einzubringen, ist gar nicht immer so einfach, denn der Geist der Fachhochschulidee unterliegt einer eigentlichen utilitaristischen Engführung in der Form einer Praxisideologie. Dies hat verschiedene Ursachen. Zum einen mussten sich die FH und PH gegenüber den Universitäten abgrenzen, mit denen sie heute den so genannten tertiären Bildungssektor bilden: «Anders, aber gleichwertig» lautete das entsprechende Credo. Allerdings wurde und wird unter «anders» leider nur allzu oft mit der Nützlichkeitsmetapher auch ziemlich ziel-sicher jegliche Intellektualität verhindert, die man offenbar als unnötig erachtet. Einem Regierungsrat und Mitglied der EDK (Schweizerische Konferenz der kantonalen Erziehungsdirektoren) wird der Satz zugeschrieben, dass die FH und die PH das wissenschaftliche Wissen nicht zu produzieren, sondern nur anzuwenden und zu transferieren hätten. Denn das Wissen sei ja schon da, von der Wissenschaft bereits zur Verfügung gestellt und brauche nur noch eingeholt zu werden. Damit wird sichtbar, dass man sich seinerzeit und bis heute nur an einem technischen Wissenschaftsverständnis orientiert, was sich auch in der entsprechenden Terminologie von z.B. F&E (Forschung und Entwicklung) und der Anwendungsorientierung als Abgrenzungskriterium gegenüber den Universitäten manifestiert. Hier wäre selbstverständlich eine längere, präzisierende Debatte zu führen, denn auch schon vor der Schaffung der FH hat das wissenschaftliche Wissen seinen Weg aus dem viel gescholtenen Elfenbeinturm in die Wirtschaft und die weitere Gesellschaft gefunden. In diesem

Sinn kann dieses «anders» vermutlich auch kaum eingelöst werden.

Als nächstes Element, das die Soziologie an den FH und PH eher verhindert als fördert ist die mit der Tertiärisierung verbundene Teilprofessionalisierung z.B. von Sozialarbeit, Pflege und Pädagogik zu sehen. Diese nach Etzioni's berühmten Diktum als Semi-Professionen bezeichneten Berufsfelder benützen zwar umfassend soziologisches Wissen, aber sie inkorporieren es in die eigenen im Entstehen begriffenen Disziplinen und der Absender geht dann irgendwann vergessen. Dieses Problem ist nicht neu, denn wer spricht heute schon nicht von Globalisierung, Migration, Rolle, Lebenswelt, demographischer Alterung, Schichtung und sozialer Ungleichheit usw. Alles ursprünglich aus der Soziologie stammende Konzepte, die den Weg in das Berufs-, ja gar das Alltagswissen gemacht haben.

Änderung in Sicht?

Es bleibt zu fragen, ob sich trotz der Hinderungsfaktoren eine Soziologie längerfristig an den FH und/oder PH etablieren kann. In Basel zeichnet sich beispielsweise ab, dass die universitäre Soziologie und Sozialarbeit an der FH zu einer produktiven Zusammenarbeit gefunden haben, indem gemeinsam ein berufsbegleitendes Nachdiplomstudium «Interdisziplinäre Konfliktanalyse und Konfliktbewältigung» angeboten wird. Doch diese eine Schwalbe macht natürlich noch keinen Sommer. Zunächst ist festzustellen, dass soziologisches Wissen notwendigerweise reflexiv zur Gesellschaft steht, in der und über die geforscht wird. Dies verunmöglicht es, abgesehen von einigen Ausnahmen, dass wir fraglos als nützlich betrachtet werden. Denn wer in einem anwendungsseligen Kontext kein triviales Rezeptwissen abgeben will, der wird von der utilitaristischen FH-Kultur schnell als weltfremd und damit praxisfern ausgeschieden. Allerdings wird der soziale Aufstieg, den die vielen Berufe durch die Nobilitierung zu FH-Disziplinen gemacht haben, diese auch längerfristig zur

Einlösung des Wissenschaftlichkeitsanspruchs in Lehre und Forschung verpflichten. Und dies wiederum ist vermutlich das Einfallstor oder der zukünftige Nachfragemoment für soziologisches Wissen. Allerdings ist zu erwarten, dass auch diese Konstellation kaum zu einer genuin soziologischen Ausbildung auf FH-Stufe führen wird, es sei denn im Rahmen der verschärften Konkurrenz zwischen den FH entdecke ein wirkmächtiges Gremium oder ein durchsetzungsfähiges FH-Rektorat die Soziologie als ein «must have». Und sei es nur, weil es die anderen nicht haben. Doch dann stellt sich natürlich die Frage, ob das die Soziologinnen und Soziologen überhaupt wollen. Vielleicht – wenn sich die meisten der vielen errichteten FH-Leuchtürme als Irrlichter oder Strohflecken entpuppt haben – wird eine wirklich innovative FH einen Studiengang für praktische und klinische Soziologie einrichten. Die SGS wäre heute jedenfalls bereit und in der Lage, entsprechende Curricula zu entwickeln und die zugehörigen Praxisfelder zu identifizieren. Unter unseren Mitgliedern arbeiten nicht wenige an FH und PH. Denn wenn stimmt, was Loïc Wacquant von der Soziologie geschrieben hat, nämlich dass nichts ausserhalb ihres Erkenntnisinteresses und ihrer Reichweite liege, dann müsste dies möglich sein. Allerdings wird dabei René Königs Idee, die er im Vorwort zum Fischer-Lexikon «Soziologie» formuliert hatte von einer «Soziologie, die nichts als Soziologie ist» dann kaum mehr zu halten sein.

christoph.maeder@phtg.ch

La sociologie dans la Haute école spécialisée de la Suisse Occidentale

Jean-Pierre Tabin et Marianne Modak, École d'études sociales et pédagogiques, Lausanne

La Haute école spécialisée de la Suisse Occidentale HES-SO, également nommée « Université des métiers », compte environ 12'000 étudiant-e-s, qui suivent des études à plein-temps, à temps partiel ou en emploi. Ces étudiant-e-s sont réparti-e-s dans six domaines de formation : les Sciences de l'ingénieur (16 filières différentes), l'Économie et les services (4 filières différentes), le Design et les arts visuels (5 filières différentes), la Santé (7 filières différentes), le Travail social (1 filière comportant trois orientations), ainsi que la Musique et les arts de la scène (2 filières différentes).

Le domaine du Travail social, dont nous allons parler ici, compte environ 1500 étudiant-e-s, qui sont inscrit-e-s dans les 4 sites de Fribourg (Haute école fribourgeoise de travail social), Genève (Haute école de travail social, Institut d'études sociales), Lausanne (École d'études sociales et pédagogiques) et Sion (Haute école valaisanne). Ces étudiant-e-s ont des formations de base relativement hétérogènes, comme en témoigne la composition des 540 admissions de l'année 2005 : 36,4 % étudiant-e-s possèdent un diplôme d'une École de degré diplôme (EDD), 25,4 % une maturité gymnasiale, 11,2 % une maturité professionnelle, 9,6 % un Certificat fédéral de capacité (CFC) avec des compléments, 8,1 % un titre étranger, 4,4 % un diplôme d'une École supérieure de commerce (ESC) et 1,3 % un titre universitaire (autres : 3,6 %).

Le plan d'études cadre

Le domaine du Travail social introduit le processus de Bologne en automne 2006 selon un plan d'études cadre (PEC) auquel les sites et les 3 orientations du travail social (assistance sociale, éducation sociale et animation socioculturelle) doivent se conformer.

Ce plan d'études cadre repose sur le double postulat selon lequel des compétences professionnelles spécifiques au travail social peuvent, d'une part, être identifiées et, d'autre part, acquises au moyen d'un système de formation de type modulaire.

Dans le document de référence qui fonde le plan d'études cadre, la notion de compétences est davantage décrite que définie. Il s'agit d'« un savoir agir fondé sur la mobilisation et l'utilisation d'un ensemble de ressources » (Plan d'études cadre Bachelor 2006, p. 9). Une compétence, ce n'est pas un savoir constitué, mais « un *processus* de mise en relations de différentes ressources (savoirs académiques, savoirs procéduraux, habiletés, dispositions affectives, ressources intrinsèques, etc.) dans des situations d'action déterminées » (PEC 2006, p. 9).

Onze compétences dites « génériques » ont été définies, au sein desquelles sont déclinées 59 « compétences effectives ». Ces compétences forment un patchwork composite, à la fois au niveau des représentations sociales et de leur objet propre. Quelques exemples : « Orienter sa propre formation initiale et continue », « Identifier et analyser les situations et processus sociaux que l'intervention prend en compte », « Prendre en compte les divers déterminants de l'organisation dans une situation sociale donnée », « Initier et développer une relation professionnelle avec des personnes ou des groupes dans un contexte d'action sociale donné », « Collaborer entre professionnels et institutions », « Se positionner professionnellement et personnellement en questionnant le sens de l'action sociale », « Décider d'engager une action et de la mettre en œuvre », etc.

L'acquisition des compétences se pense selon un « principe de circularité » (PEC 2006, p. 14), qui fait que l'obtention de certaines d'entre elles est antérieure à d'autres, mais qu'un retour de l'une à l'autre est possible, voire nécessaire.

Les « ressources » nécessaires pour construire des compétences ont été regroupées sous forme de

thèmes et d'axes de formation considérés comme transversaux. Les thèmes mettent « l'accent sur la professionnalité » et visent « prioritairement à permettre à l'étudiant la compréhension de l'intervention en travail social, la reconnaissance de l'usager et de son potentiel d'autonomie » (PEC 2006, p. 15). Ces thèmes ont été arrêtés et imposés par une instance de l'administration de la HES-SO et il n'est pas prévu que leur pertinence soit questionnée autrement que lors de l'évaluation prévue dans un système dit de « qualité » (PEC 2006, p. 15). Quant aux axes de formation dits transversaux, ils sont au nombre de 5 : « Interventions professionnelles » ; « Professions, institutions et organisations » ; « Individus, culture et société » ; « Problèmes sociaux, réponses institutionnelles » ; « Processus de formation et projet professionnel ».

La lecture attentive des compétences que le plan d'études cadre entend faire acquérir permet de se faire une idée de ce projet, dont un des buts est de donner une légitimité à des professions qui en manquent souvent. Le fait qu'il apparaisse comme un parangon de syncrétisme en matière de sciences humaines ne peut être intelligible que replacé dans ce contexte. En élaborant ce plan d'études cadre de cette manière, ses auteur-e-s espèrent donner à la filière Travail social une nouvelle légitimité, tout en évitant une quelconque confusion avec les filières universitaires. Il en ressort une impression d'amalgame, compliquée encore par l'appareil technocratique qui régit les modules.

La formation est en effet divisée en modules valant entre 5 et 25 crédits ECTS (le Bachelor comporte 180 crédits). Chaque module vise à permettre aux étudiant-e-s d'acquérir plus particulièrement une des 11 compétences génériques. Il s'inscrit dans un des 5 axes transversaux prévus et propose un nombre important de thèmes.

Ainsi, par exemple, le module intitulé « Questions sociales et réponses socio-sanitaires » (10 crédits) vise l'acquisition de la compétence « Identifier et analyser les situations et processus sociaux que l'intervention prend en compte » et impose que

soient abordés les thèmes suivants : 1. « Construction et reconstruction du lien social en rapport avec diverses problématiques (au moins, migration, pauvreté, travail et emploi) » ; 2. « Les réponses sociopolitiques » ; 3. « Les réponses institutionnelles » ; et 4. « Évaluation de l'efficacité des réponses ». D'autres thèmes peuvent être ajoutés. Autre exemple, le module intitulé « Relation à l'autre individuelle et collective » (10 crédits) s'inscrit dans le cadre des compétences « Initier et développer une relation professionnelle avec des personnes ou des groupes dans un contexte d'action sociale donné » et « Collaborer entre professionnels et institutions ». Il impose les thèmes suivants : 1. « Individu et société (sujet, groupe, culture, socialisation, interaction, gestion des altérités) » ; 2. « Techniques d'intervention (conduite d'entretien, animation et gestion de groupe, conduite de réunion, gestion des conflits) » ; et 3. « Outils d'expression et de médiation pédagogiques ».

L'enseignement de la sociologie dans la filière Travail social de la HES SO

La première réflexion que ce plan d'études cadre suscite est qu'il a une immense ambition, puisqu'il envisage l'acquisition par les étudiant-e-s d'un patchwork de savoirs extrêmement étendu, dans un temps restreint et dans des conditions d'enseignement souvent complexes : les volées peuvent atteindre jusqu'à 185 étudiant-e-s avec, nous l'avons relevé, des formations antérieures très hétérogènes et les modules sont souvent organisés sur des jours entiers. Ce plan d'étude cadre repose également sur un appareil technocratique censé lui donner une objectivité qu'il n'a évidemment pas. Cet appareil, qui structure très strictement le plan d'études cadre, impose une vision pour le moins discutable, parfois anti-académique, de la formation en HES.

Par conséquent, l'enseignement de la sociologie, comme celui d'autres sciences humaines, doit gagner une place et celle-ci est à conquérir dans une situation de concurrence dans laquelle la nécessité de devoir « répondre aux besoins des terrains »

cache toujours des luttes de pouvoir. Ainsi, pour ne prendre que cet exemple, il s'agit de trouver un moyen de faire une place à l'enseignement de la sociologie de la famille dans un environnement où l'enseignement de l'approche systémique (thérapie familiale) est le plus souvent conçu comme principale approche légitime, puisque répondant à une demande (l'approche systémique est couramment pratiquée dans les institutions d'éducation).

Dans ce contexte, l'enseignement de domaines de la sociologie peut se décliner dans différents modules et sur des thèmes variés. Le plan d'études cadre rend possible l'introduction de cours de sociologie de la déviance, de la migration, des organisations, de la famille ou encore de sociologie des rapports sociaux de sexe. Ces cours souvent se déroulent en situation, à partir d'exemples permettant de mettre en perspective des « pratiques professionnelles » et, par là, d'interroger le travail social. Ils ont l'intérêt d'offrir aux étudiant-e-s la possibilité de prendre du recul par rapport à leur pratique professionnelle présente ou future et sont en général fort appréciés pour cette raison.

La difficulté principale est d'éviter le morcellement de l'enseignement, et les lacunes à combler touchent d'une part l'enseignement des concepts de base en sociologie, d'autre part l'ampleur des cours, trop réduite pour faire sérieusement le tour d'une matière.

En conclusion

Dans un paysage universitaire en pleine mutation, les HES ont encore une place à se faire. L'introduction des Bachelors cette année, d'ici 3 ans des Masters, et peut-être plus tard de doctorats a actuellement pour conséquence une espèce de révolution permanente des programmes au nom d'impératifs technocratiques et économiques.

Ce contexte est parfois un peu épuisant et limite les possibilités de penser. Il ne s'agit toutefois vraisemblablement que d'un effet de conjoncture, on le voit avec la mise en œuvre du plan d'études cadre : elle remet en question nombre des présup-

posés qui le fondent et permettra, dans les faits, de réintroduire certains enseignements disciplinaires. Celui de la sociologie, avec un peu de vigilance et pas mal d'inventivité, pourra y trouver bonne place.

Source

Plan d'études cadre Bachelor 2006. Filière de formation en travail social de la Haute école spécialisée de la Suisse occidentale (mai 2006). Delémont : photocopié (43 pages) et <http://www.eesp.ch/formation-initiale/filieres-hes/plan-detudes/index.html>

jptabin@eesp.ch, mmodak@eesp.ch

Against Bologna mainstreaming: the Cambridge model

Véronique Mottier, Université de Lausanne and Jesus College, Cambridge

This section will provide a short overview of the main features of sociology teaching at the University of Cambridge. From the perspective of the overall theme of this bulletin, the Bologna reform, the first thing to point out is that Cambridge University does not participate in the Bologna system of university education. Having decided that the traditional ways of teaching in Cambridge should, for the near future at least, be maintained, Cambridge has thus chosen not to adopt the important structural changes that the Bologna reform has brought to many other European universities. The aim of this section is not to evaluate whether this was the right decision or not, but simply to examine the Cambridge system which, precisely because of its refusal to follow the Bologna reforms, provides an interesting alternative model of degree teaching. As will be clear from what follows, this is by no means a model that could easily be imitated by other institutions. However, certain features of

the Cambridge model, in particular its research-centredness, may provide food for thought for Swiss universities which currently find themselves increasingly under performance-pressure.

Sociology is taught as part of an interdisciplinary undergraduate degree in Cambridge. Students take three years of classes in sociology, politics and social psychology for their BA-studies, which can be followed by one to two years of M.Phil studies (the M.Phil being the rough equivalent to MA degrees elsewhere). Students who continue with a Ph.D degree are expected to complete their doctoral studies within three to four years, and most do so. At first sight, the organisation and progression of degree studies thus looks very similar to the Bologna system of BA, MA, and Ph.D's. It's when we take a closer look at the actual provision of the teaching that major differences appear with Swiss and other European universities, especially at the level of undergraduate studies.

Undergraduate teaching in Cambridge consists of three components: ex-cathedra lecturing, tutorials, and individual study (larger group seminars as they are known in the Swiss system simply do not exist in Cambridge sociology teaching at undergraduate level). The tutorials are an important idiosyncrasy of the Cambridge system. In the tutorials, the students spend an average of 2 hours per week of face-to-face time with tutors, who include advanced Ph.D students as well as lecturers and professors. Individual tutorials are still frequent today, and group tutorials rarely exceed 2–3 students in one session. Tutorials involve detailed discussion of the students' readings, as well as detailed feedback on written essays, and constitute a central aspect of the student's learning process. They can be maintained due to the relatively small number of undergraduates: only about 100 new students get accepted each year to undergraduate studies in Social and Political Sciences, after a grueling selection process which involves individual interviews. In addition, Cambridge students pay high annual fees (about 10'000 CHF per year,

compared to about 7'000 CHF in most other UK universities). For this reason alone, the system of individual tutorials would be unimaginable in most Swiss universities where student numbers tend to be exponentially higher.

Partly as a result of the very demanding individual tutorials, the workload of Cambridge students is extremely high. During term-time students are expected to read widely, to make more or less articulate comments on their readings in face-to-face meetings with their tutors with no chance of escape, and to produce an average of 2 four-page long written essays each week. Towards the end of term, it is not rare to have students burst into tears during a tutorial from sheer exhaustion – an event which I have not (yet) witnessed in Switzerland. The system is also taxing for the academic staff, at least during term-time when huge numbers of essays need to be read and commented on and tutorials provided in addition to the lecture-load. However, before we start feeling too sorry for Cambridge academics, it should be pointed out that lecture-loads are much lower in Cambridge than they are in Switzerland. The number of lecture-hours that professors and other academics teach varies between 25 and 48 hours per year (!), and the higher number of 48 hours per year would be considered as a heavy workload in Cambridge. In addition, academic terms are very short in Cambridge – in fact, both Cambridge and Oxford have the shortest academic terms in the world: the winter and spring term, in which most of the lectures and tutorials take place, are each only 8 weeks long. They are

followed by the 5-week short summer term which is mostly dedicated to exam revision teaching and therefore tends to be a lot quieter for the academics (though not for the students). The rest of the year is reserved for academic research, and academics' time and attention are zealously protected by the fact that undergraduates are not allowed to stay in their university accommodation in-between the terms, and are expected to physically leave town in-between the terms (as most of them do). While they are away from Cambridge, students continue their individual studies but are not encouraged to disturb their lecturers much, although modern email has somewhat troubled this traditional period of peace and quiet.

It is primarily the extreme shortness of the academic year in Cambridge, coupled with much lower lecture-loads of its academic staff and generous sabbaticals (one term off every three years), which explain how Cambridge has, so far, been able to maintain its position in first place on the prestigious ranking table of research universities which is each year presented by the influential Times Higher Education Supplement. Indeed, the organisation of undergraduate teaching in Cambridge is designed in order to maintain good research conditions for its academic staff – an aspect which Swiss universities may want to consider at a moment when evaluation of research output looks likely to become a feature of future academic life in Switzerland as well.

Veronique.Mottier@unil.ch



Departement Migration
Schweizerisches Rotes Kreuz (Hrsg.)

Sans-Papiers in der Schweiz unsichtbar – unverzichtbar

In der Schweiz leben zwischen 80'000 und 300'000 Menschen ohne Aufenthaltsbewilligung – so genannte Sans-Papiers. Die Ursachen, die zu einem illegalen Aufenthaltsstatus führen, sind vielfältig und so auch die Lebensumstände, in denen diese Menschen hier leben. Die Publikation behandelt aus unterschiedlichen theoretischen Perspektiven die für die Sans-Papiers-Frage in der Schweiz sozial und gesellschaftspolitisch relevanten Themen – u. a. die Grund- und Menschenrechte, die soziale Sicherheit, die Gesundheitsressourcen und -versorgung, die Sans-Papiers-Bewegung sowie den Frauenhandels. Durch die Aufzeichnung einzelner Lebensgeschichten von Sans-Papiers in der Schweiz werden die theoretisch behandelten Themenbereiche auf eindrückliche Weise veranschaulicht. Diese Geschichten erlauben gleichzeitig einen Einblick in unterschiedlichste Facetten der Lebenswirklichkeit von Sans-Papiers. Informationen zu rechtlichen Grundlagen und ein Verzeichnis nützlicher Adressen runden die Publikation ab.

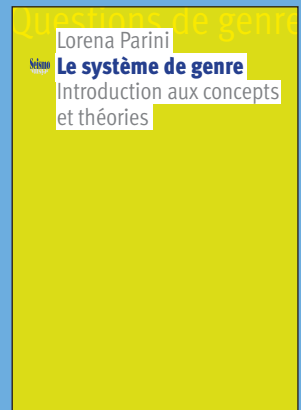
ISBN 3-03777-043-0, 264 Seiten, Fr. 38.—

Lorena Parini

Le système de genre Introduction aux concepts et théories

Cet ouvrage a été conçu pour les personnes qui souhaitent s'initier aux problématiques de genre. Il a l'ambition de retracer un certain nombre de discussions théoriques et épistémologiques et proposer des réflexions autour des principales thématiques développées par les Etudes Genre. Il est également conçu comme une aide pédagogique destinée aux enseignant-e-s. Les thématiques traitées interrogent, dans un premier temps, des notions telles que «femmes, féminisme, sexe ou genre». Dans un deuxième temps l'ouvrage aborde les notions de système et des régimes de genre à partir de trois domaines cruciaux de l'analyse de genre: la reproduction, la division sexuée du savoir et du travail et le politique. Il présente ensuite les trois courants classiques de la pensée féministe (libéral, marxiste et radical) et leurs analyses des inégalités de genre. Pour terminer, l'ouvrage se pose la question de l'ontologie de la différence entre femmes et hommes et aborde les problématiques politiques y relatives.

Lorena Parini est docteure en science politique de l'Université de Genève. Elle enseigne au programme Etudes Genre de cette même université et collabore à la revue Nouvelles Questions Féministes.



ISBN 2-88351-034-2, 132 pages, Fr. 28.—

Falls nicht zustellbar, bitte retour an: Seismo Verlag, Zähringerstrasse 26, CH-8001 Zürich

Impressum

Herausgeber / Éditeur

Schweizerische Gesellschaft für Soziologie
Société suisse de sociologie
E-Mail: Sekretariat: sgs@unisg.ch
www.sagw.ch/soziologie, www.assh.ch/sociologie

Astrid Hungerbühler
Sekretariat SGS
Pädagogische Hochschule Thurgau
Nationalstr. 19, CH-8280 Kreuzlingen
E-Mail: astrid.hungerbuehler@phtg.ch

Redaktion / Rédaction

Claudine Burton-Jeangros Université de Genève Département de sociologie 102, bd Carl-Vogt 1211 Genève 4 Claudine.Jeangros@socio.unige.ch	Christian Suter Université de Neuchâtel Institut de Sociologie Faubourg de l'Hôpital 27 2000 Neuchâtel Christian.Suter@unine.ch
---	--

Administration

Seismo Verlag

Zähringerstrasse 26
CH-8001 Zürich
Tf 044 / 261 10 94, Fx/Tf 044 / 251 11 94
buch@seismoverlag.ch www.seismoverlag.ch

Druck

Druckerei Ediprim AG, Biel



Supported by the Swiss Academy
of Humanities and Social Sciences
www.sagw.ch

Alle Rechte vorbehalten. Nachdruck oder Vervielfältigung nur mit Zustimmung der Redaktion.